

La genèse du groupe « Auvergne » du Réduit du Massif Central (avril - août 1944)

« Les historiens ne doivent pas oublier que ce sont les citoyens qui font réellement l'histoire. Les historiens ne font que la dire mais ils sont eux aussi des citoyens responsables de ce qu'ils disent surtout lorsque leur travail touche aux mémoires blessées. »

Paul Ricœur

La situation des mouvements de Résistance en R6 en 1943-1944.

Les trois grands mouvements de la région 6 (Combat, Libération, Franc-tireur) avaient fusionné le 26 janvier 1943 dans les Mouvements unifiés de la Résistance (MUR) et « versé leurs troupes » à l'armée secrète (AS).

C'était en ce début d'année 1944 la plus importante organisation de résistance de la région 6 (Auvergne). Elle était dirigée depuis novembre 1942 sur le plan régional par Henry Ingrand (Rouvres) et depuis le 15 février 1944 son armée secrète par Émile Coulaudon (colonel Gaspard). Les maquis étaient encore en ce début d'année mal armés et principalement implantés dans le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire, peu nombreux dans l'Allier et le Cantal, ce département restant une zone réservée en vue d'éventuelles opérations. Le 12 avril 1944, l'ensemble des maquis du Puy-de-Dôme (2500 hommes) rejoignaient dans la Margeride, le réduit du Mont Mouchet.

L'implantation du Front national de l'indépendance de la France (FN) et des Francs-tireurs et partisans français (F.T.P.F.), son élément armé avaient été plus tardive. Il a fallu attendre le 14 juillet 1943, date de l'arrivée à Clermont-Ferrand de son nouveau responsable régional, Pierre Girardot (Négro), pour qu'il prenne une certaine importance. Ce dernier a aussitôt axé son effort principalement dans les villes de R6 mais il a aussi commencé à planter également dans le Puy-de-Dôme des maquis (camps Gabriel Péri, Guy Moquet etc...).

Dans un câble du 14 avril 1944 le DMR, Courson de la Villeneuve (Pyramide) signale à Londres « suis en parfaite entente avec les chefs MUR, union complète avec les FTPF, effectif deux mille maximum. Mouvement prisonniers évadés [du Docteur Guy Fric] deux cents, total six maquis, quatre mille sédentaires récupérables... »⁽¹⁾.

Quant à l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), grâce à son chef le lieutenant-colonel Boutet⁽²⁾ et à son équipe régionale, elle avait eu jusqu'à la fin septembre 1943 d'excellents rapports avec les MUR, les FTPF, les mouvements des « Ardents » et des « prisonniers évadés » du docteur Guy Fric. Elle sera complètement démantelée par le Kommandant du SIPO-SD de Vichy le 1^{er} octobre 1943, puis en pleine reconstitution en février 1944 à nouveau par ce même KDS.

En avril 1944, l'ORA comptait seulement deux maquis, l'un dans l'Allier (commandant Marcel Colliou - Roussel) l'autre, un maquis refuge dans le Cantal (commandant André Decelle) constitué dès janvier 1943 par le capitaine Michel de la Blanchardière (l'abbé)⁽³⁾.

L'ORA se trouvait ainsi en situation de grande faiblesse et hors d'état d'intervenir trois mois avant le débarquement.

(1) AN 3AG² 570

(2) Le colonel Jacques Boutet fut condamné à mort le 11 mars 1944. Il sera fusillé le 10 mai 1944 en compagnie du caporal François Marzloff de l'ORA.

(3) C'est grâce à ce maquis refuge que le nouveau chef régional de l'ORA, le colonel Roger Fayard (Lenotre) reconstituera à partir du 6 juin 1944 l'ORA R6.

Le Délégué Militaire Régional dans un câble à Londres le 14 avril 1944 rend compte que « le mouvement armée est peu organisé, chefs et agents arrêtés, présence répugnante aux échelons supérieurs pour entrer dans Union ⁽¹⁾ travail pour arriver à accord, espère aboutir... ».

Organisation et structure de R6.

Dans l'organisation intégrée de la région 6 on distinguait des structures horizontales, région, départements, arrondissements, villes, et des structures verticales, les maquis, groupe franc, action ouvrière, résistance fer, service de santé etc...

À ces divers éléments il convient d'ajouter, car cela faisait partie intégrante de l'appareil militaire de la région, la section d'atterrissages et de parachutages (SAP) de la France libre.

Depuis son parachutage en R6, le 14 avril 1943 en remplacement de Paul Frédéric Schmidt (Kim) muté en zone nord, Alain Grout de Beaufort (Jac, Pair) ⁽²⁾ y formait équipe avec deux officiers qui seront malheureusement arrêtés par le SD. L'un fut emprisonné à Fresnes, l'autre se suicida. Ils furent aussitôt remplacés par Yves Léger (Evêque) et Charles Le Bihan (Tirem, Larivoire) ⁽³⁾.

Paul Rivière (Galvani, Marquis), responsable de la S.A.P. de la région 1⁽⁴⁾, assurait la coordination de zone.

À cette époque, le plus grave problème reste celui de l'armement ; les parachutages ont été rares au cours de l'été. Ils le restèrent durant tout l'automne et l'hiver. Dans un câble daté du 20 septembre 1943 adressé à Londres par Beaufort, ce dernier fait le point du manque d'armement, d'équipement et d'habillement des maquis de sa région.

Puy-de-Dôme : 900 hommes, besoins complets en armement lourd pour le tiers des effectifs, armement léger assuré mais manque de munitions. Besoins en équipement et en habillement pour la moitié des effectifs.

Haute-Loire : 500 hommes, besoins complets en armement lourd et léger (deux tiers lourds et un tiers léger).

Cantal : 150 hommes. Besoins complets en toutes matières.

Allier : 60 hommes. Besoins en toutes matières pour la moitié des effectifs. ⁽⁵⁾

(1) Dans un câble à Londres du 7 mai 1944 le DMR Pyramide signale : « les chefs de l'ORA incapables de lui fournir un seul des 10 officiers et des 50 sous-officiers demandés par les MUR pour l'encadrement de leurs maquis... »

(2) Alain Grout de Beaufort, né le 3 mai 1918 à Châtelleraut (Vienne). Évadé de France par opération maritime de la « confrérie Notre Dame » du colonel Rémy, le 17 juin 1942, affecté au bureau central de renseignement et d'action (BCRA), mission « action ». Le 14 avril 1943 il est parachuté dans la région 6 en qualité de chef des opérations aériennes sous le patronyme *Jac* ou *Pair*. Dès son arrivée, réorganise le réseau en dépit de l'activité de la Gestapo, prospecte de nombreux terrains de parachutages et d'atterrissages et prend en mains l'organisation de groupes francs. Après une activité exceptionnelle de près d'un an en R6 où il échappe plusieurs fois à la Gestapo, il est rappelé le 20 mars 1944 à Londres : il refuse et prend la responsabilité de la région P1 (Paris) comme chef opérations de cette région, le 28 mars 1944. Dénoncé, arrêté par la Gestapo le 27 juillet 1944, incarcéré à Fresnes, il est acheminé sur Compiègne en vue de sa déportation, le 15 août 1944, on le fait descendre du train, il est abattu dans un bois à Domont (Seine et Oise). Chevalier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, médaille de la Résistance, croix de guerre avec palmes, military cross.

(3) Parachuté la nuit du 15 au 16 août 1943 en région 6, il regagna Londres le 9 avril 1944 pour y être à nouveau parachuté le 17 juillet 1944 dans le Cantal.

(4) Région de Lyon.

(5) Archives nationales (A.N.), Paris, F1 a/3729. F1 a/3717 et 3718.

En octobre, sur les 35 terrains proposés par Grout de Beaufort à Londres, « il n'y a pas eu une seule opération de parachutage ». Lors de la réunion des chefs régionaux de la zone sud du service national maquis, tenue à Paris du 25 au 27 octobre 1943, Gabriel Montpied (Jean, Monique), représentant de la région, signale que celle-ci comprend un effectif de 1301 hommes dénombrés et contrôlés dans les camps organisés en R6 et il indique : « Nous pouvons faire peur et c'est tout. Nous avons reçu quelques mitraillettes mais pas assez. Nous avons beaucoup d'explosifs. Nous sommes les fournisseurs d'explosifs des autres régions. Nos hommes qui font des coups de main sont armés mais les maquis ne sont pas encore armés de mitraillettes.

À titre d'exemple, en ce qui concerne l'armée secrète (A.S.) de la ville de Clermont-Ferrand, elle compte environ 3000 hommes pour qui nous disposons de 35 mitraillettes. »⁽¹⁾

La section d'atterrissages et de parachutages de la France combattante, janvier à mars 1944

De janvier à mars 1944, il n'y a toujours pas de délégué militaire régional en R 6. Le chef de la S.A.P., Alain Grout de Beaufort, en assume l'intérim. Mais il n'a fait encore aucune preuve d'activité en ce qui concerne cette mission. D'ailleurs, celle-ci ne lui a pas encore été précisée. Il a de bons contacts avec les mouvements de résistance et n'a pas encore tous les plans, mais il a commencé début février à mettre en place le plan vert.⁽²⁾

Dans la nuit du 24 au 25 février 1944, Robert Koenig (Africain), radio du délégué militaire régional, est parachuté près de Montluçon sur le terrain Sarrail. De là il gagne en voiture Clermont-Ferrand, puis par le train Issoire, puis le château de Langlade à Meilhaud où il reste quelques jours. À la suite de l'arrestation du radio André Fureland (Arménien) et de la saisie de ses quartz et du plan guignol violet, Africain est mis « au vert » chez Paul Rivière (Marquis) responsable de la S.A.P. R1⁽³⁾.

Début avril 1944, il s'installe à Neussargues tout d'abord à l'hôtel Chapat puis, à la suite de l'arrestation de son propriétaire le 16 mai 1944, chez Raymond Boudon, boucher en gros au même lieu, ceci jusqu'au 5 juillet 1944⁽⁴⁾ où il doit s'enfuir avant l'arrivée de la Gestapo.

Le 1^{er} mars, Grout de Beaufort (Pair) prend contact à Lyon avec Maurice Bourgès-Maunoury (Polygone) qui lui passe les consignes de délégué militaire de la région 6. Pair, dans un câble adressé à Londres, rend compte « qu'il aura mis les plans en place dans une quinzaine de jours, il a passé ses consignes d'officier opérations à Évêque et avait commencé à mettre en place le plan vert... »

Le 15 mars, il signale à Londres qu'il a quitté Clermont-Ferrand pour Lyon où il attend Pyramide pour lui passer les consignes de sa région et il compte « que le plan vert est maintenant en place dans les meilleures conditions »⁽⁵⁾. De son côté, toujours sans nouvelles de son délégué militaire, le nouveau chef opération R 6, Yves Léger (Évêque) expédie le 16 mars un câble : « Attendons cas échéant Pyramide sur ce terrain »⁽⁶⁾.

(1) Procès verbal de réunion des responsables régionaux maquis zone sud à Paris du 25 au 27 octobre 1943.

(2) Rapport mensuel adressé à Londres sur l'activité de la région 6 du 26 janvier et du février 1944.

(3) Région de Lyon.

(4) Témoignage de Robert Koenig, radio du D.M.R6, et câbles du 28 février et n° 23 du juillet 1944.

(5) Rapport mensuel d'activités de la région 6 des 28 février et 27 mars 1944.

(6) Câble n° 31 du 16 mars 1944.

R6 a enfin son délégué militaire.

Le 17 mars, Alexandre Courson de la Villeneuve (Pyramide) embarque à Dartmouth (Cornouaille) à bord d'une vedette lance-torpilles et débarque vers deux heures du matin sur la plage de Kerroulou, dans le Finistère, à 4 kilomètres au nord de Guimaëc. De là, par le train, il gagne Paris puis Lyon où il arrive dans la matinée du 21 mars.

Pyramide y rencontre Titin, un radio parachuté de Londres, qui réussit à le mettre en rapport avec Pair qui lui passe les consignes de la région 6. Pyramide arrive enfin à Clermont-Ferrand le 25 mars. Sa mission lui a été définie à son départ ; il est chargé de l'organisation et de l'action des FFI, de la répartition des armes et des fonds aux mouvements de Résistance, de l'instruction et de l'encadrement des maquis, de la mise en place des plans du jour « J », des sabotages stratégiques (lignes L.S.G.D., etc.) et des liaisons avec Londres (radio et courrier par opérations aériennes).

Le 30 mars, il adresse à Londres son premier rapport où il indique :

Matériel : Les premiers renseignements semblent encourageants. Je dois avoir des rencontres cette semaine qui me donneront une situation exacte. Je vous donnerai des précisions numériques dès que possible en même temps que le point où en est la fusion [des mouvements] ; ce que je sais est encourageant.

Plan vert : Une partie doit être en place. En donnerai situation exacte après vérification ⁽¹⁾.

Dans le câble du 4 avril, il rend compte « qu'il a pris contact avec Pair et Évêque après longues recherches - stop - travail poursuivi malgré graves difficultés et certaine lassitude-ensemble en bonne voie » ⁽²⁾.

Dans sa région, début avril, Alexandre Courson de la Villeneuve (Pyramide) disposait d'Yves Léger (Évêque) chargé des opérations atterrissage et parachutage⁽³⁾ d'armement et de sabotage et de deux officiers instructeurs, Charles Le Bihan (Trirem Larivoire) et Michel Couvreur (Tondeuse) ⁽⁴⁾

Au point de vue radio, il disposait d'un groupe de réception composé d'un opérateur radio, Auguste Lefeuvre (Languedocien) ⁽⁵⁾, spécialiste dans l'écoute de la réception Angleterre-Auvergne, suivant le système broadcast (chaîne Y. plan Oran) et des deux opérateurs radios émissions Robert Koenig (Africain) et de (Thaïlandais) chargés d'assurer le trafic Auvergne-Angleterre (chaîne y plan Guignol noir et violet). Ces deux opérateurs radios émissions disposaient de 5 hommes, d'un chef d'équipe aide et protection, de deux hommes chargés de l'aide et de la protection du radio, d'un homme chargé du transport du matériel, d'un homme chargé de la recherche des emplacements d'émissions.

Le 1^{er} avril 1944, se tient à Paris une nouvelle et dernière réunion des responsables régionaux maquis, à laquelle pour la première fois assistent ensemble les responsables maquis des zones nord et sud ⁽⁶⁾.

(1) A.N. dossier BCRA 3AG2/229.

(2) Câble n°2 du 4 avril 1944 du BCRAL

(3) Section d'atterrissage et de parachutage (SAP) de la France libre.

(4) Yves Léger avait établi avec les autres membres de son équipe, Fernand Dutour (François), Maurice Derocker (Dorval), Henriette Mermet (Marianne), Philippe Comte (Yvonne), André Biet (Henry), Jean Chappuy (Noël), son PC dans la commune de Chastel (Haute-Loire), à Moulergues, avec une importante zone de réception proche du Mont-Mouchet (terrain « Plongeon »). Son message BBC était le suivant : « De Tavia à Minimoto ».

(5) Auguste Lefeuvre réceptionnait les câbles à Lempdes dans le Puy de Dôme. Arrêté par le SD le 4 juillet à Saint Laure près d'Ennezat dans le Puy-de-Dôme, déporté, libéré et rentré le 27 mai 1945.

(6) Procès verbal de la réunion à Paris des responsables régionaux maquis du 1^{er} avril 1944.

Successivement, après le mot de bienvenue du colonel Rebattet (Cheval), chef national maquis, le colonel Dejussieu (Pontcarral), chef de l'État-major national FFI, Maurice Chevance (Bertin), du Comac et William Savy (Régis-Millet), officier arrivé de Londres le 3 mars 1944 chargé de l'installation des emplacements des futures missions « Jedburgh »⁽¹⁾, prennent la parole. Régis, après la réunion, rencontre tous les chefs régionaux afin de leur demander de lui préciser le point de chute souhaité pour ces missions Jedburgh.

Gabriel Montpied, responsable R6 Maquis, lui donne les coordonnées dans la Margeride du terrain « Plongeon ».

En ce début d'avril 1944, Claude Chayet et sa future épouse, Mlle Marie Élise Casset (Louise), secrétaire du Mouvement de Libération nationale (MLN) de Jacques Baumel, sont chargés par les responsables nationaux d'une mission de reconnaissance dans la partie ouest du Massif Central (région d'Aurillac) pour repérer des emplacements pour y établir un réduit national⁽²⁾.

Le 15 avril 1944, Émile Coulaudon (colonel Gaspard), chef régional de l'armée secrète, rencontre à Montluçon, 16 rue du Rimard, le squadron leader Maurice Southgate (Hector-Philippe), chef du réseau « Stationner » du Special operation executive (SOE), auquel il fait part de ses difficultés, de ses inquiétudes, du fait de son manque d'armement, d'équipement de munitions. Hector, le 17, adresse un câble à son chef, le colonel Maurice Buckmaster, chef de la section française du SOE, où il lui relate sa rencontre avec Gaspard : « Suis en contact avec un colonel qui dirige un groupe composé de 2 500 hommes sans tenir compte de ceux qui vivent dans la légalité dans le centre de la France, région approximativement de la même grandeur que la East Anglia. Ceux-ci attendent du matériel et seraient prêts à entrer en action au signal du Général Koenig... »⁽³⁾.

Le 18 avril, Pyramide reçoit l'instruction P3/249 du 31 mars 1944 sur l'action militaire de la Résistance française, transmise sous forme de microphotos pour exécution. Elle s'accompagnait d'instructions précises et impératives, ayant valeur de règlement et d'une instruction particulière destinée au DMR6 (annexe 17 pièce E), adaptant l'instruction générale aux conditions et aux caractéristiques spéciales de la région R6⁽⁴⁾.

(1) À côté des missions britanniques stricto sensu, les trois organismes (BCRAL, SOE, et OSS) s'étaient mis d'accord sur la constitution d'équipes « Jedburghs » composées d'un officier britannique, d'un officier français, d'un officier américain et d'un radio, tous en uniforme.

(2) Lettres de madame Chayet Casset à l'auteur.

(3) Câble du 17 avril de Maurice Southgate au colonel Maurice Buckmaster. Rapport de Southgate du 27 avril 1944 à la section du SOE.

(4) La section missions du BCRAL demande le 11 avril 1944 sous le n° S472 qu'on lui microphotographie pour les DMRS l'instruction P3/249 (AN dossier BCRAL 3 AG2 440). Ces microphotographies seront apportées en France dans la nuit du 15 au 16 avril 1944, par la mission « clé » de Lazare Rachline (Socrate), accompagné du colonel Ély (Algèbre), chargés d'aménager la délégation générale, d'investir officiellement le délégué général Parodi (Quartus) et de mettre en garde contre une insurrection générale qui risque de se déclencher le jour du débarquement. Jean Crémieux Brillhac « De l'appel du 18 juin à la Libération » la mission « Socrate » pages 782-788. Emmanuel d'Astier, de la Vigerie « De la chute à la libération de Paris » p 116-117-314-315, colonel Jean Delmas « Conceptions et préparations de l'insurrection nationale », Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale « La Libération de la France », actes du colloque international de Paris 28-31 octobre 1974 p. 442-446-448 Paris CNRS 1976

Le déclenchement des opérations est prévu par le passage de messages conventionnels à la BBC ⁽¹⁾ : un premier message d'alerte ; pour R6 « le coup d'envoi est à 15 heures » confirmé quarante-huit heures plus tard par les messages d'exécution des quatre plans destinés à R6 ⁽²⁾. En cas de contre-ordre, le message suivant devait être diffusé « Rengainez vos baïonnettes ». L'instruction P3/249 sur « l'action militaire de la Résistance française » parvient au futur commissaire de la République et chef du MUR de R6. Entre le 20-25 avril 1944, Henry Ingrand (Rouvres), le chef du MUR de la région 6, reçoit par l'intermédiaire du délégué militaire régional Alexandre Courson de la Villeneuve (Pyramide) l'instruction P3/249 du 31 mars 1944 du BCRAL ⁽³⁾. Il la transmet aussitôt à l'État-major régional de l'armée secrète (colonel Émile Coulaudon (Colt - Gaspard) et à son chef d'État-major, le lieutenant-colonel Jean Garcie (Gaston).

Son introduction commence sur les buts de guerre du peuple français.

« La déclaration du Général de Gaulle du 18 juin 1942 fixe les buts de guerre du peuple français :

- dans l'ordre extérieur, restauration de la complète intégrité du territoire et de l'Empire.
- dans l'ordre politique, restauration de la souveraineté complète de la Nation sur elle-même et rétablissement de toutes nos libertés intérieures.

La même déclaration proclame : Chacun a le devoir sacré de faire tout pour contribuer à libérer la patrie par l'écrasement de l'envahisseur. Il n'y a d'issue et d'avenir que par la victoire.

Organiser la victoire, c'est préparer à la fois l'action militaire qui chassera l'envahisseur et l'action politique qui renversera le régime sorti d'une criminelle capitulation. Cette tâche ne pourra être menée à bien que si les chefs de la Résistance françaises peuvent se faire dès maintenant une préfiguration suffisamment exacte du cadre militaire général de leur action et se préparer moralement et matériellement au combat le plus difficile.

Prévoir le détail des événements, il n'en saurait évidemment être question, mais imaginer les divers aspects possibles d'une bataille de France, supputer sa durée probable, désigner les grandes régions naturelles qui pourraient en être le théâtre, esquisser le rôle militaire de la résistance française dans la libération est possible si l'on veut bien tenir compte des facteurs prédominants, matériels, militaires, géographiques, qui fixent d'ordinaire la forme et le sort des batailles. Telle est le but de la présente instruction.

(1) BBC British Broadcasting Corporation (radiodiffusion britannique).

(2) Le plan vert (paralysie des mouvements ennemis voies ferrées), message BBC : « son costume est couleur billard ». Le plan rouge (Guérilla Généralisée), message BBC « que dit la petite pomme d'api ? ». Le plan « tortue » (entrave aux déplacements des Panzers), message BBC : « Ils confondent carapace et carapaçon ». Le plan « violet » (contre les moyens de transmissions de l'ennemi en particulier les lignes souterraines à longue distance), message BBC : « La parole est d'argent et le silence est d'or ».

(3) Les études sur les conditions militaires de débarquement allié en France (AN3AG2/441/D1/5) et sur « La Résistance française dans son action militaire (AN3AG2/441/D2/5) du bloc planning du BCRAL (commandant Combaut) définissaient le cadre général de l'action militaire de la Résistance française. Cependant la forme qui leur avait été donné ne permettait pas de les transmettre telles quelles aux représentants de la Résistance en France. Il a donc paru nécessaire au commandant Manuel de résumer, sous la forme d'une instruction P3/249 du 31 mars 1944, le contenu de ces deux études (AN3AB2). À cette instruction étaient jointes deux cartes, la n°1 sur les zones des arrières, lors d'opérations et des maquis mobilisateurs, la n°2 sur les zones d'action des maquis et leur influence par rapport aux régions. AN fonds Henry Ingrand 72Aj 521/II. Lettres d'Ingrand à l'auteur. Instruction P3/249 du 31 mars 1944 (26 pages) AN 3AG2 440-441-72AJ469.

Elle ne tient évidemment pas compte de la possibilité d'un effondrement politique allemand. Rien ne nous autorise à penser que les « boches » ne se battraient pas...

Les formes diverses de l'action sont alors énumérées dont : « les sabotages généralisés par lesquels la Résistance s'efforcera d'interdire les transferts, les transmissions, le ravitaillement de l'armée allemande » ainsi que l'action de zones hors d'opération. Ce sont les zones d'accès difficiles, montagneuses, recouvertes de forêts, les zones de maquis par excellence, et l'instruction précise que le rôle des maquis sera à la fois offensif et défensif... »

Le rôle offensif.

Les maquis seront des bases de départ pour les raids effectués rapidement dans les zones des arrières des armées et dont le rayon d'action variera avec les circonstances. Ces raids pourront avoir pour but :

L'attaque d'installations importantes utilisées par l'ennemi.

L'interdiction de nœuds de communication.

La destruction de certains ouvrages sur routes ou voies ferrées.

Le rôle défensif.

Les maquis seront les réduits de la Résistance chaque fois qu'il s'agira de préserver la vie, le ravitaillement des troupes de l'armée de l'Intérieur. C'est en eux nécessairement que devront se regrouper en partie les commandements principaux, se créer de nouveaux centres de transmissions, se situer des dépôts d'armes, de vivres, de médicaments, s'organiser des terrains de parachutage et d'atterrissage qui alimenteront les patriotes.

En résumé, c'est dans les zones hors d'opération que se rassembleront d'instinct tous les résistants. C'est vers elles que dès maintenant les chefs de guérilla doivent tourner leurs regards. C'est en elles qu'il faut constituer en avance des maquis mobilisateurs. L'expérience actuelle des consommations de la guerre montre que jamais on ne constituera dans ces régions des réserves trop fortes pour armer tous les patriotes qui viendront s'y rallier⁽¹⁾ ... »

Enfin voici le rôle dévolu à R 6 dans cette instruction ⁽²⁾ : « Constitution d'un groupement du Massif Central pouvant aller jusqu'à quinze mille hommes. » Il y aura trois groupes : « Causse-Rouergue », « Auvergne », « Forez-Beaujolais ».

« Activité vers l'est jusqu'au Rhône s'exerçant sur une partie des régions 1 et 2.

Activité vers le nord et l'ouest jusqu'à la Loire et l'ancienne ligne de démarcation s'exerçant sur R 5 et R 6 et se combinant peut-être avec l'activité d'un maquis vendéen en B 2 dans l'hypothèse d'un débarquement à l'ouest n'intéressant pas le sud de la Loire.

Activité vers le sud jusqu'à la Garonne et le canal du Midi s'exerçant sur une partie de R 3 et R 4 ».

Bien entendu, dans les idées générales on insiste sur la souplesse nécessairement recherchée et il est souligné qu'avant le déclenchement de l'action des armées alliées, on devra surtout s'efforcer de « réaliser rapidement l'infrastructure des régions de maquis et préparer la mobilisation des forces mobiles de la Résistance ».

Au moment du déclenchement de l'action : enrôlement, équipement, instruction par les noyaux mobilisateurs des hommes qui afflueront vers les régions de maquis et viendront grossir considérablement l'effectif déjà important des troupes actuellement organisées...

(1) page 18 de l'instruction P3/249 du 31 mars 1944

(2) pages 19,20,23,26 de cette même instruction.

En conclusion la présente instruction de 26 pages ⁽¹⁾ a esquissé dans son cadre général le plan d'action militaire de la Résistance française. Elle trace le programme d'évolution qui doit être réalisé dès maintenant dans les divers domaines de l'organisation du ravitaillement et du commandement.

L'application de ce programme peut seule donner à la Résistance toute sa valeur militaire. Elle lui permettra de peser d'un grand poids dans la future bataille de France et d'assurer par ses propres efforts la libération de plus de la moitié du territoire de notre patrie.

Ce document est pour les responsables de R 6 la manifestation tangible que le jour « J » est proche et qu'il convient de prendre d'urgence toutes les disponibilités à cet effet car les événements vont se précipiter.

Le 28 avril 1944, Yves Léger (Évêque), le chef OPS de la SAP R 6, reçoit du Comidac ⁽²⁾, une instruction concernant son rôle au jour « J ».

« Les problèmes posés par le jour « J » varieront selon les zones. Votre DMR vous donnera tous les détails possibles à ce sujet et vous exposera son point de vue en accord avec les directives qu'il aura reçues du commandement.

Les directives que nous vous envoyons envisagent une application pratique de l'étude générale sur l'action militaire de la Résistance française (P3/249 du 31 mars 1944) qui a été envoyée par microphoto à votre DMR. Demandez-lui de vous en donner communication. Votre région entre intégralement dans ce que nous conviendrons d'appeler la zone hors d'opérations, en raison de sa configuration géographique. Au point de vue de la clandestinité, elle tombe entièrement sous l'influence des maquis en formation qui se formeront dans toute la partie montagneuse de votre région.... »

Une mission « Maquis » de la section F du SOE est parachutée dans l'Allier ; la mission « Freelance » est larguée au nord-est de Montluçon ⁽³⁾ dans la nuit du 29 au 30 avril 1944, autour de Cérilly.

Cette mission de la section F du SOE est composée du capitaine John Hind Farmer (Hubert) et du lieutenant Nancy Wake (Hélène). Leur radio Denis Rake ne les rejoignit que le 15 mai, transporté en France dans la région de Châteauroux par Lysander.

La 3^{ème} réunion du Comité régional de libération R 6.

C'est le mardi 2 mai 1944 que s'est tenue la troisième réunion du Comité régional de libération, dans une ferme isolée, celle du Boitout, commune de Sainte- Marguerite, à huit km au nord-est de Paulhaguet (Haute-Loire). La sécurité de cette importante réunion, qui doit décider de la mobilisation des « *sédentaires* » des maquis et de la concentration dans trois réduits du groupe « *Auvergne* », est assurée par la sizaine de *Prosper Chevalier* et des hommes du corps franc Laurent.

(1) Cette instruction figure aux archives nationales dans le fonds Henry Ingrand, 72AJ521 II. Elle est numérotée P3/240 et non P3/249 comme l'original qui figure dans les archives du BCRAL, 3AG2441, baptisé Étude n° 6 du BCRAL. Elle fut approuvée par le SOE, puis quelques jours plus tard la version définitive, celle que le BCRAL avait présentée au SHAEF, AN 3AG2/441/181 est adressée au Comité d'Alger. (tg du général François d'Astier de la Vigerie 22 mars 1944).

(2) AN 3AG2 187 et 3AG2 572

(3) Coordonnées du terrain : 46 55 N O 2 47 E. Ce terrain appartient au réseau « stationner » du squadron leader Maurice Southgate (Hector, Philippe), chef du réseau « Stationner » du SOE.

Participent à cette assemblée : Henry Ingrand (Rouvres), chef des MUR et commissaire de la République pour l'Auvergne ; Georges Canguilhem (Laffond), chef régional de Libération Sud ; Émile Coulaudon (Gaspard), chef régional action de l'Armée secrète ; Raymond Perrier (Brioude), responsable régional de la CGT ; Jean Butez (Albert), représentant le parti socialiste SFIO ; Pierre Girardot (Roger Vallon), responsable régional du PCF et du Comité militaire des FTPF. Sont absents : les représentants du mouvement Franc Tireur, du Mouvement paysan et du Front national.

Rouvres expose tout d'abord le plan pour le jour « J » qu'il a reçu fin avril par les instructions de l'État-major du Général de Gaulle, transmis par l'intermédiaire du délégué militaire régional (DMR), puis on arrive aux discussions techniques. Gaspard rend compte de son entretien à Montluçon avec le major Southgate, du réseau « *Stationner* » du SOE. Rouvres propose de procéder à une mobilisation des sédentaires dans quelques villages du Puy-de-Dôme, Cantal et Haute-Loire, choisis en fonction des trois concentrations envisagées.

Roger Vallon, après avoir émis quelques réserves sur les promesses du major Southgate, fait remarquer qu'il faudrait retarder de quinze jours la mobilisation et, si l'on souhaite la réussite complète de ce plan, il faut envisager et décréter :

Des opérations de diversion ;

Le déclenchement de grèves générales au moins dans les villes ;

La paralysie des transports sur toutes les voies ferrées et le plus grand nombre possible de routes ;

La paralysie du ravitaillement. ⁽¹⁾

Plusieurs membres ne sont pas d'accord avec Roger Vallon. Le débarquement est proche, le temps presse. Il faut, comme le précise l'instruction de l'État-major du Général de Gaulle, constituer le groupement « *Auvergne* » du réduit du Massif central. ⁽²⁾

Finalement, Rouvres indique que la concentration des maquis d'Auvergne était de toute façon décidée, même sans l'accord des représentants des mouvements absents ce jour-là à la réunion. Aussi, Roger Vallon, avant de se séparer, tient à préciser qu'il donnera l'ordre aux sédentaires et aux combattants FTPF :

De ne pas rejoindre les rassemblements mais d'exécuter la part des instructions demandées par le quartier général allié qui revient aux FTPF ⁽³⁾

De gêner au maximum la Wehrmacht par des actions de guérilla effectuées dans toute l'Auvergne et il conclut :

« Que, si les sédentaires et combattants FTPF ne rejoindront pas les rassemblements, il ne s'opposera pas à ceux qui en décideraient autrement. » ⁽⁴⁾

(1) Ce qu'ignorait Pierre Girardot (Roger Vallon), c'est que, dans un message personnel à Boris du 5 mai 1944 le général Pierre Koenig écrit « qu'il importe pour le succès de nos plans que ne soit pas déclenché en France ni insurrection générale, ni soulèvement partiel, ni grève générale ! Je vous serais obligé d'agir sur les représentants à Londres CGT pour que ne soit pas déclenchée de grève générale à la SNCF ». Crémieux Brillhac : « La France Libre » page 779.

(2) Instruction P3/249 du 31 mars 1944 sur l'action militaire de la Résistance française.

(3) Instruction n°1 de mai 1944 de l'EM national FTPF concernant les missions à remplir en cas de débarquement allié en France par les FTPF.

(4) Procès-verbal de la troisième et dernière réunion du Comité régional de Libération région 6 du 2 mai 1944 ; témoignages d'Henry Ingrand, Émile Coulaudon, Georges Canguilhem, Pierre Girardot, Jean Butez, Antoine Llorca (Laurent). Henry Ingrand : « La libération de l'Auvergne » Hachette littérature 1974.

Le 4 mai 1944, le BCRA envoie en Auvergne Michel Dequaire (Symétrie) chargé d'une mission militaire. Il est déposé le 4 mai 1944 par Hudson sur le terrain Aigle à Manziat, dans le département de l'Ain. Dans son *debriefing* à Londres en septembre 1944, il indique : « Déposé près de Mâcon le 4 mai à deux heures du matin, j'arrive à Clermont-Ferrand le 8 et prends aussitôt contact avec le DMR Pyramide. Celui-ci, estimant que ma mission militaire n°1 est périmée, décide de me garder à sa disposition comme adjoint concurremment avec Jean Tesson (Christophe) ... »⁽¹⁾.

Une nouvelle mission maquis est parachutée dans la Margeride. Elle le fut dans la nuit du 8 au 9 mai 1944 sur le terrain « Plongeon ». C'est une mission « Jedburgh » baptisée « Benjoin »⁽²⁾. Elle est composée du major britannique Frederik Cardozo (Vecteur), du capitaine FFL Bernard Gouy (Médiane-Chouan), du lieutenant américain Jacques Lebaigue (Spirale) et d'un radio français, Jean Trollet (Somali).

Cette mission devait s'installer primitivement à cheval sur les départements de la Corrèze, de la Lozère et du Cantal. Par suite de l'évolution de la situation en R 6 et de la densité des maquis plus importants à l'Est du département du Cantal, elle s'installe à la limite du Cantal et de la Haute-Loire. Sa mission fut alors fixée d'une façon plus précise et sa zone d'action limitée au seul département du Cantal. À son arrivée, elle prit contact avec le DMR Pyramide, les responsables des maquis d'Auvergne et avec Évêque, chef opérations de la SAP R6, de façon à ce que toutes les dispositions soient prises, ce qui était déjà le cas, afin que le terrain « Plongeon » soit compris dans les prochains programmes mensuels de parachutage.

Le 9, elle prend contact, au Mont-Mouchet avec Robert Huguet (Prince), chef régional maquis R 6, et a son premier contact radio avec Londres le 12 mai 1944. Le 14, Médiane câble : « Accord parfait avec Prince chef maquis et son chef État-major, colonel Garcie - stop - organisation trois maquis importants forêt Margeride (Mont Mouchet) et Cantal (réduit de la Truyère et Plomb du Cantal). Chaque maquis forme plusieurs compagnies-organisation, maquis mobilisateurs possibilités détaillées suivent ; ces maquis semblent avoir une bonne tenue militaire et un moral splendide. »

Le 17 mai 1944 – Contact au Mont-Mouchet entre John Farmer et Cardozo, chargés de la même mission. Michel R.D. Foot : « Des Anglais dans la Résistance, le S.O.E en France, 1940-1944 », écrit, page 495 : « Ce doublon n'était pas aussi regrettable qu'on pouvait le croire. La zone couverte par les maquis d'Auvergne était vaste et l'on estimait à Londres qu'il n'aurait pas trop de deux opérateurs pour les livraisons d'armes, de plusieurs équipes pour repérer les meilleurs terrains de parachutages dans les montagnes ... » ce qui ne concordait pas malheureusement, c'était leur plan vert. Après accord, il fut décidé que Farmer s'installerait dans le Réduit de la Truyère tandis que Cardozo resterait à Moulergues, près du Mont-Mouchet.⁽³⁾

(1) AN 3AG2 183 *Debriefing* à Londres en 1945 de l'intéressé.

(2) Cette mission interalliée d'organisation des maquis était poétiquement désignée par un nom d'un parfum floral ; chaîne radio de la mission « Benjoin » ; BB plan « Odéon noir et violet » pour l'émission et « Ouargla » pour le Broadcast Somali s'occupait des deux fonctions (AN 3AG2 574) ; témoignages à l'auteur du commandant Cardozo, du capitaine Bernard Gouy et du sous-lieutenant Jean Trollet ; *debriefing* du capitaine Jacques Lebaigue.

(3) Chronologie des opérations au SOE entre la Résistance en France pendant la deuxième guerre mondiale, feuillet 30B « Réseau, Freelance, Gaspard » Archives du SOE, *briefing* à Londres du major Southgate, lettres du lieutenant-colonel (Prince), Farmer, Bernard Gouy, Émile Coulaudon, Paul Gaujac. « Les forces spéciales de la Libération » page 262-269 AN 3AG2 46D ordre de mission pour la mise en place d'un réduit de l'armée de intérieure dans la Massif Central, 8 mai 1944.

Le délégué général par intérim du Général de Gaulle décide d'installer son PC dans la région de Clermont-Ferrand.

Depuis l'été 1943, la Délégation générale clandestine, le Conseil national de la Résistance (CNR) et les services nationaux des mouvements de la Résistance opèrent essentiellement depuis Paris. Début avril 1944, en raison des décisions du Général de Gaulle⁽¹⁾, des débarquements auxquels il faut s'attendre et des ruptures des communications qui peuvent survenir entre le nord et le sud, il fut décidé de procéder à une certaine décentralisation et qu'un membre de la délégation générale clandestine s'installerait au sud de la Loire, c'est Jacques Bingen (Cléante - Reclus), le délégué général par intérim, qui fut désigné pour cette importante mission.

Aussi proposa-t-il d'établir son PC dans la région de Clermont-Ferrand aux environs d'Arvant. Quelle était sa mission ? Il devait étudier « en priorité la profondeur des espaces pour une opération aéroportée de « grande envergure dans le Massif Central », de procéder également au transfert de Lyon à Châteauneuf-les-Bains près de Riom (Puy-de-Dôme) du secrétariat général de la zone sud (Sudsex) et de son centre de transmissions. Pour cela il fixe rendez-vous pour le 17 mai 1944 à Pierre Lambert (Lemaraicher) pour qu'il procède immédiatement à cette réorganisation. Bingen prépare ce transfert avec le concours du comité zone sud du MLN et tout particulièrement de Jacques Baumel (Rossini) qui le fera accompagner en Auvergne par sa collaboratrice Marie-Élisabeth Chayet Casset (Laure), qui avait déjà effectué en avril une mission dans le département du Cantal.

Le 10 mai 1944, dans la soirée, ils quittent Paris pour Clermont-Ferrand où ils arrivent le 11 en début de matinée. Dénoncés dans la soirée du 11 mai par un agent de l'Abwehr infiltré dans le service régional des liaisons des MUR de la région 6 avec qui ils avaient déjeuné à 12 h 30, le 12 mai 1944, Jacques Bingen est appréhendé à l'aube en gare de Clermont-Ferrand alors qu'il s'apprêtait à prendre le train pour se rendre dans le Cantal au PC d'Henry Ingrand. Immédiatement transféré au siège du SD, il est prié d'attendre dans le poste de garde que l'on vérifie son identité ; garde à vue par deux gardiens. Il profite de l'absence momentanée d'un de ceux-ci, pour assommer l'autre et s'enfuir.

Il est rejoint par le premier gardien qui s'était lancé à sa poursuite. Une lutte s'engage alors dans un couloir d'un immeuble où Bingen avait tenté de se cacher. Sérieusement malmené, ensanglanté, le gardien réclame de l'aide. Une passante arrête un véhicule de la Wehrmacht qui passait dans la rue.

(1) Instructions du 10 mars et du 1^{er} avril 1944 sur « l'organisation de l'action en France » du Comidac ; télégramme 91 DD75V de Londres pour Cléante, délégué général par intérim : « Le Général de Gaulle décide : AA/l'action militaire doit être maintenant le but suprême ; BB « la décentralisation prévue par les directives du Comidac qui vous ont été envoyées doivent être réalisées de toute urgence », CC « la mission chargée de mettre au point cette organisation, va vous être envoyée de toute urgence » AN 72A J 1922 ; c'est dans la nuit du 15 au 16 avril 1944 qu'arrive en France la mission « clé ». Lazare Rachline, dans une lettre à Emmanuel d'Astier de la Vigerie du 15 juin 1944, écrit : « j'ai ajouté dans le procès verbal les instructions que le Général de Gaulle n'avait données concernant l'insurrection et qui consistent à demander que l'on obéisse aux ordres du Comidac et du Général de Gaulle lui-même. 1) Faire appliquer la décision du Comidac du 10 mars 1944 sur la structure militaire de la Résistance. 2) Faire une distinction entre guérilla et insurrection générale dont le monde sous l'influence communiste considérait comme évident que toutes les forces de la Résistance devraient se lancer dans la lutte ouverte dès que les alliés constitueraient d'abord leur tête de pont et pendant cette phase quelle que fut la situation à l'intérieur, les alliés ne pourraient rien faire pour soutenir de véritables opérations de guerre. AN 72 AJ 1922. Le procès-verbal signé par Socrate, Algèbre, Quartus et Chaban enregistra la décision prise par le Général de Gaulle et le Comidac que « l'insurrection nationale ne serait déclenchée que selon les ordres du gouvernement provisoire de la République française.

Appréhendé, Cléante est ramené au siège du SD, 2 bis avenue de Royat. Au moment précis où il pénètre à nouveau dans le poste de garde, il croque sa pastille de cyanure, s'écroule brutalement sur le sol. Aussitôt relevé par les deux gardiens, il est transporté inconscient et râlant sur un canapé, où il expire presque aussitôt.⁽¹⁾

Mais la Résistance n'avait pas été prévue au programme des alliés

Un débarquement sur le continent européen fut envisagé en Angleterre dès l'automne 1941, mais ce fut seulement après l'entrée en guerre des États-Unis que put être étudiée cette action offensive de grande envergure.

Au cours de l'été 1942, les chefs d'État-major alliés avaient décidé de ne pas tenir compte de la résistance européenne dans leurs calculs stratégiques. Une décision lourde de conséquences qui faillit sonner le glas de la Résistance. Il n'était en effet plus possible ni même désirable de l'armer.

En tant que facteur militaire, elle fut donc rayée de tous les calculs, les Alliés n'en continuant pas moins de l'encourager à lutter contre l'ennemi commun. Le plan COSSAC, approuvé aux conférences de Washington et de Québec (mai-août 1943) par Roosevelt et Churchill, prévoyait la mise à terre de trois divisions amenées par bateaux et deux brigades aéroportées⁽²⁾ sur la côte du Calvados défendue par la 7^{ème} armée allemande, mais aucune action de la Résistance. La date de principe de ce débarquement était tout d'abord prévue le 1^{er} mai 1944, mais en février 1944, le général Eisenhower, commandant en chef du corps expéditionnaire choisissait la semaine allant du 31 mai au 7 juin 1944. L'opération sera baptisée « Overlord », l'opération maritime « Neptune ». Il fallut attendre le 27 janvier 1944, lorsque Winston Churchill décida de fournir une aide massive à certains maquis⁽³⁾ pour que les États-majors alliés reviennent partiellement sur leur décision.

C'est seulement au début de mai 1944 qu'Eisenhower envisagea l'aide que pourrait lui apporter éventuellement la Résistance française, mais il n'était pas persuadé qu'une insurrection étendue à tout le territoire national pouvait contribuer au succès du débarquement en Normandie.

(1) Lettres de madame Marie-Élisabeth Chayet (Laure) à l'auteur. Dans une de celles-ci, elle indique que « c'était une mission spéciale en relation avec l'idée que l'on avait à ce moment là de faire un réduit dans le Massif Central. Une zone libérée en sorte, une plateforme... ». Gilles Lévy : « Drame et secrets de la Résistance » Presses de la Cité 1980 pages 105-126. « Cahier Jacques Bingen, compagnon de la Libération 1908-1944 » Revue « Espoir » 1984. Claude Bouchinet- Serreulles : « Nous étions faits pour être libres » Éditions Grasset 2000 pages 354 – 359. Témoignages de Simone Arcambal, secrétaire de la délégation générale, Paul Balleroy, membre de la délégation générale zone sud, Pierre Lambert, chef du secrétariat de la délégation zone sud, Jacques Jourda, responsable national des liaisons du MLN, Jeanine Mayer (Jacqueline) agent de liaison de Jacques Bingen, Pierre Émile Roux, adjoint au responsable régional PTT R 6.

(2) En réalité les effectifs furent augmentés : 5 divisions couvertes sur chaque flanc par une division aéroportée, dix divisions blindées, quatre divisions aéroportées seraient placées en soutien en Angleterre.

(3) Maquis de Savoie, du Massif Central, du Jura : réunion du cabinet de guerre britannique en présence de Winston Churchill, le 27 janvier 1944. F. d'Astier : « Les Dieux et les Hommes 1943-1944 ». Paris Juillard 1952 pages 75-101.

Le Général de Gaulle réagit vigoureusement. Le plan « Caïman »

Lorsque le Général de Gaulle eut la certitude que les responsables alliés du SHAEF⁽¹⁾ ne désiraient guère coopérer avec la Résistance, il prit une série de décisions importantes. Il approuva un programme de gouvernement civil pour parer à l'Administration militaire alliée des territoires occupés (A.M.G.O.T.), limogea le général Giraud du poste de commandant en chef (14 avril 1944) et désigna ce même mois le général Pierre Koenig au poste de délégué militaire du Comité français de Libération nationale à Londres auprès du général Eisenhower, en remplacement du général François d'Astier de la Vigerie et en fit, le 1^{er} juin 1944, le commandant suprême des FFI. Il fit en même temps établir à Londres (bloc planning du BCRAL) et à Alger, à la demande du Comité d'action en France (Comidac) par le Comité de défense nationale des plans détaillés de coordination des actions des FFI avec ce que pour lui pourraient être les plans alliés.

Le plan « Montagnard » appelant à l'insurrection nationale rejeté par les alliés ne fut cependant pas abandonné par Alger. De son côté, le colonel Pierre Billotte, secrétaire du Comité de défense nationale, avait mis au point dès le 26 mars 1944, saisi de cette question par le Comidac⁽²⁾, un projet d'instruction concernant « l'emploi de la Résistance sur le plan militaire au cours des opérations de libération de la métropole ». Ce projet d'instruction prenait « essentiellement pour base les études du « bloc planning » du BCRAL.

Le colonel P. Billotte en suggérait l'envoi aux deux délégués militaires du Comité français de libération nationale (CFLN) à Londres et à Alger, aux commandants interalliés des théâtres d'opération nord et sud et aux délégués militaires en France occupée.

Ce projet reçu le 5 avril 1944 l'approbation du Général de Gaulle bien que d'inspiration très semblable dans les principes de l'instruction P3/249 du 31 mars 1946 du BCRAL.

Elle s'appuyait sur le postulat défini par les études londoniennes dans ses principes : « échelonnement dans le temps et diversification dans l'espace des actions résistantes », mais elle se voulait synthétique car elle reprenait également en substance les plans techniques du « bloc planning » rappelant notamment les modalités des actions de sabotage prévues. Elle insistait également longuement sur l'organisation du commandement de la Résistance armée qui relevait désormais du seul Comidac d'Alger.

Ce projet d'instruction était à la fois plus impératif en ce qui concerne la discipline de l'action résistante dans les premières phases du débarquement allié et plus précis quant aux objectifs des opérations à atteindre. Précédé « d'un avant-propos de généralités » de quatre pages qui étaient un appel insistant à la prudence quant à l'emploi des FFI « dont la fragilité est grande », était-il précisé, et auxquels se lie le sort de 39 millions d'êtres humains ». Leur action devait être dirigée, progressive, dosée et menée en liaison intime avec les opérations des armées ». Il était indispensable en conséquence « de le faire savoir aux populations françaises et de détruire par la radio et le tract les impressions contraires ».

« Un engagement général et inconsidéré, lors des débarquements initiaux, de la totalité des divers embryons de l'armée de l'intérieur est susceptible de briser tous les ressorts de la Résistance française et de nuire considérablement, sans contrepartie positive, au sort des populations françaises ».

(1) Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces (Quartier général des forces expéditionnaires alliées)

(2) Qui avait reçu en son temps l'étude n° 2 de février 1944 du bloc planning du BCRAL « La Résistance française dans son action militaire »

Les combattants de l'intérieur devraient « refuser systématiquement le combat devant un ennemi offensif supérieur en moyens, en recherchant cependant constamment les possibilités d'intervenir avec succès à la première occasion ».

On ne devait commencer les guérillas de caractère étendu que sur ordre des chefs régionaux et si possible nationaux, en intervenant par surprise : mais si possible simultanément, sur des vastes régions ».

En attendant le débarquement, il importait « de ralentir à l'extrême les actions de la Résistance ».

Durant les premières phases du débarquement, la consigne énoncée était catégorique, mis à part les actions de sabotages et de neutralisation des communications : « calme complet et prolongé ».

En revanche, lorsque les grandes opérations sur le territoire français seraient engagées, une fois le dispositif ennemi suffisamment affaibli et les effectifs résistants convenablement armés, deux zones d'insurrection étaient prévues, d'une part, le Centre-Sud-Ouest, où la Résistance devrait tenter de « libérer dans leur totalité les départements les plus faiblement tenus », d'autre part, le Sud-Est montagneux, où il semblait possible « de mûrir progressivement une action insurrectionnelle généralisée dans la région Dauphiné-Savoie-Jura du Sud visant en temps opportun, c'est-à-dire essentiellement en fonction des opérations alliées :

- à interdire à l'ennemi l'accès de ces provinces ...,

- à l'obliger à n'utiliser, dans ces régions, que le couloir du Rhône et à l'y harceler.

Dans la moitié nord de la France, au contraire, les « actions insurrectionnelles généralisées contre l'ennemi ne pouvaient être que l'exception ». Et cette exception était précisée sous une forme curieusement restrictive : « Les actions insurrectionnelles ne peuvent être pratiquement envisagées qu'à Paris (quartiers de banlieue), en cas de retraite précipitée d'un ennemi démoralisé, peu de temps avant l'arrivée des Alliés. Elles devront alors viser essentiellement à l'interruption généralisée des voies de communication, à la *protection* de nombreux points sensibles de la région parisienne ; et, éventuellement, à la conquête de certains aéroports, à l'usage immédiat des Alliés ». ⁽¹⁾

À Alger, le 16 mai 1944, le Général de Gaulle confirme cette doctrine, en signant avec l'accord du Comidac deux nouveaux documents. Le premier sous le n°1/SAM « **Instruction concernant l'emploi de la Résistance sur le plan militaire au cours des opérations de libération de la métropole** ».

Cette nouvelle instruction était la mise à jour du projet d'instruction qu'il avait approuvé le 5 avril 1944 reproduite souvent mot à mot, à commencer par son titre, mais elle était « décantée, clarifiée, adaptée et complétée » en fonction des événements survenus au cours des deux derniers mois ; les mots d'« insurrection » et d'« insurrection généralisée » ne figuraient plus dans le texte, mais des actions généralisées.

(1) Projet d'une « instruction concernant l'emploi de la Résistance sur le plan militaire au cours des opérations de libération de la métropole. » (SHAT, archives de l'association des anciens de l'ORA.) 25 pages. L'excellente et très documentée étude de Jean Louis Crémieux Brilhac sur « le bloc planning et l'insurrection nationale, une stratégie militaire pour la Résistance » Revue Espoir n° 139 juin 2004 pages 41-57. Du même auteur : « La France libre, de l'appel du 18 juin à la Libération » Éditions Gallimard 1998 « Les plans militaires du « Bloc Planning » et « la mission Socrate » pages 779-784. Sébastien Albertelli « Les services secrets du Général de Gaulle, le BCRA, 1940-1944 » Éditions Perrin 2009 page 475, et le chapitre « Études et plans » pages 464-469. Colonel Jean Delmas « Conceptions et préparations de l'insurrection nationale », Actes du colloque international de Paris 28-31 octobre 1974. « La libération de la France » CNRS 1976 pages 442,446, 448.

Cette nouvelle instruction tenait compte à la fois du dynamisme croissant des maquis, de mieux en mieux armés, mais aussi de la conviction que désormais un débarquement complémentaire à l'opération « Overlord » (débarquement de Normandie), l'opération « Anvil, puis Dragoon » aurait lieu sur les côtes méditerranéennes. Aussi envisagerait-il que les FFI, une fois déclenchées les offensives profondes et « de caractère décisif et allié, lancent des actions décisives » visant la libération d'une part de la zone sud-sud-est (Jura, Savoie, Dauphiné-Languedoc, Provence, régions 1.2.3, d'autre part d'une zone sud-ouest-centre (quadrilatère La Rochelle, Clermont-Ferrand Foix, Bayonne) avec des noyaux :

- a) en Haute-Vienne, Corrèze (R5), Cantal, Puy-de-Dôme (R6).
- b) en Haute-Garonne, Ariège, Tarn (R4).

À ces deux grandes zones sud-sud-est et sud-ouest-centre, il faut ajouter la Bretagne, région dans laquelle, les forces de la Résistance pourraient utilement participer à l'ouverture d'une part aux forces alliées (Brest, Lorient...) et dans des conditions particulières l'agglomération parisienne.

Pour le détail de ces opérations militaires à mener dans la moitié Sud de la France, elle renvoyait au deuxième document n°2/SAM

« **Mémoire concernant les opérations militaires à mener par les forces françaises de l'intérieur en vue de libérer le territoire national- plan Caïman** ». ⁽¹⁾ « Caïman » devient alors la principale stratégie du Général de Gaulle qui notifie par ce plan aux FFI les buts qu'elles doivent s'efforcer d'atteindre à l'intérieur du territoire national.

Ne détenant au début 1944 aucune information sur l'opération « Overlord » (débarquement de Normandie), le bloc planning du BCRAL avait seulement cherché dès janvier 1944 dans sa première étude ⁽²⁾ à deviner les lieux où les débarquements étaient susceptibles de se produire. La logique suggérait quatre régions côtières : la Manche, le golfe de Gascogne, le golfe du Lion, la Côte d'Azur, et de nombreux ports : Le Havre, Cherbourg, Brest, Lorient, La Rochelle, Bordeaux, Sète, Marseille, Toulon ; enfin des zones montagneuses et boisées à partir desquelles les forces des maquis étaient susceptibles d'opérer : la Bretagne, le Massif Central, les Alpes, les Pyrénées.

C'est sur ces présomptions que fut monté le plan « Caïman », une opération qui pouvait, tout en assurant son propre soutien, être coordonnée avec les opérations alliées.

L'idée qui prévalait à Londres (bloc Planning) et à Alger (Comidac) coïncidait en partie avec celle du général Revers, chef de l'organisation de Résistance de l'armée (ORA), qui avait fait parvenir à Alger fin avril, début mai 1944, par l'intermédiaire de Pierre Bénouville, responsable des affaires militaires au sein des MUR, et de Maurice Chevance (Bertin), membre de la direction du Comité d'action militaire (Comac) un projet d'opération signalant l'existence d'une zone où les forces d'occupation étaient faibles, le sud-ouest, et la possibilité

(1) AN 3AG2 457 Mémoire de 17 pages ; à la page 7 concernant R6, effectifs susceptibles de servir au jour « J » : 6 000 dont 2 000 maquis, effectifs dont l'armement est déjà en place : 4 000 ; ce plan fut connu en Auvergne sous le nom de baptême « plan Koenig ». Henry Ingrand « La libération de l'Auvergne », page 90, écrit : « Répondre aux exigences du plan « Caïman » dont nous avons entendu parler (par les fragments du plan Caïman reçu du Comidac) comme d'un projet mais qui ne nous permettait pas d'innover au dernier moment dans des délais courts. Lettre d'Ingrand à l'auteur au sujet de ce plan. Lettre du général Billotte confirmant l'envoi à R5 et R6 de fragment du plan « Caïman » ; correspondance du 21 mai 1961 de Coulaudon au général Koenig (AN fonds Gilles Lévy). Entretien à Colombey-les-deux-Églises, le 9 novembre 1970, entre le colonel Coulaudon et le général Billotte au sujet du plan « Caïman » ; Charles de Gaulle : « Mémoires de guerre », pages 543-544 : « La nouvelle du débarquement donne aux maquis le signal d'une action généralisée ; je l'ai prescrite à l'avance en notifiant le 16 mai aux forces de l'intérieur, sous la forme d'un plan Caïman, les buts qu'elles doivent s'efforcer d'atteindre... »

(2) 1^{ère} étude du bloc planning du BCRAL en date du 20 janvier 1944. « Conditions militaires du débarquement allié en France » AN 3AG2/441/d1/5 ; 2^{ème} étude « La Résistance française dans son action militaire », février 1944. AN 3AG2/441 d 2/5.

d'y regrouper les maquis de cette région. Ceci permettrait de constituer une force à allure régulière capable de libérer une partie importante du territoire national ⁽¹⁾.

Le plan « Caïman » confirmait l'emploi du plan « vert et rouge » et proposait la création de zones d'action dans des régions où les maquis étaient bien implantés et les forces d'occupation faibles, notamment dans le sud-ouest et dans le couloir qui longe les Alpes : Sisteron, Grenoble, Besançon. Pour le sud-ouest, ce plan cherchait à ouvrir, « au bénéfice des forces alliées débarquées sur les plages méditerranéennes, l'axe Alès - Clermont-Ferrand offrant ainsi la possibilité d'un débordement par l'ouest du Massif Central et mettait également l'accent sur la nécessité de coupures des voies ferrées de la vallée du Rhône et de celles situées sur le flanc du Massif Central : Limoges, Clermont-Ferrand, Le Puy, Albi, Foix. Ce plan concernait essentiellement le sud de la France. Pour le nord, quelques actions des FFI étaient seulement envisagées dans les ports bretons et sous réserve de conditions favorables dans l'agglomération parisienne. « Caïman fut communiqué au général Wilson, commandant suprême allié en Méditerranée, qui le répercuta sur le général Eisenhower, chef du suprême Headquarters Allied Expeditionary Forces à Londres. Aussi il fut étudié dans la période précédant le débarquement en Normandie par les États-major alliés du SHAEF à Londres et AFHQ à Alger. Voici l'analyse qui en est faite dans le « War Diary » du SHAEF. « Le 16 mai 1944, le chef d'État-major du théâtre méditerranéen ⁽²⁾ a fait parvenir le plan français signé du Général de Gaulle (plan proposé dans l'ignorance de l'opération « Overlord »). Ce plan s'intéresse beaucoup plus à l'aide à fournir à la Résistance que l'aide que celle-ci pourra apporter aux opérations, plan ambitieux, escompte des avantages politiques autant que militaires pour le compte de Gaulle.

Le Président de Gaulle, du Comité français de Libération nationale, devra autoriser tout mouvement ayant pour but la libération de toute partie du territoire français. Il faudra que tout se fasse par l'intermédiaire du comité d'action d'Alger ».⁽³⁾

Plan mal vu par le SHAEF, cependant en grande partie supplanté par un accord entre le général Koenig et SHAEF au terme duquel Koenig a accepté sa nomination de commandant en chef des FFI, sous la direction du commandant suprême, nomination annoncée le 23 juin 1944 par lettre du SHAEF. »

(1) Ce « plan Revers » s'inspirait des études que ce dernier avait faites en 1941, en vue d'une intervention de l'armée de l'armistice dans la région de La Rochelle et du plan « L » conçu par le général Giraud qui devait permettre aux forces alliées, aidées en juin 1942 de l'armée de l'armistice et des polonais du général Kileeberg de libérer la France en quelques jours en découplant le débarquement en AFN avec celui entre Port-Vendres et Menton. « L'ORA, la Résistance de l'armée. Guerre 1939-1945 » du colonel A. de Dainville, Lavauzelle 1974 pages 219-225. Pour le plan « L » de juin 1942, du général Giraud, colonel Passy : « Souvenirs II 10, Duke Street Londres, le BCRA » Éditions Raoul Solar 1948 pages 355-368. Guillain de Bénouville : « Le sacrifice du matin » Robert Laffont 1967 pages 498-499, 533-558. Général Chevance-Bertin « Les vingt mille heures d'angoisse 1940-1945 » Éditions Robert Laffont 1990 pages 155-158, 168-170.

(2) Lieutenant général JAH Gammel, chef d'État-major de l'AFHQ à Alger (Allied Forces Headquarters Algiers) (QG allié pour le théâtre méditerranéen).

(3) Le chef de bataillon Jacques Dinfreville de l'État-major « F », à qui le plan « Caïman » avait été soumis pour étude, fit remarquer le 27 mai 1944 « qu'il y a à la base du système une erreur de traduction. Les rédacteurs du plan sont probablement ceux qui croient à la levée en masse et qui préfèrent la méthode Gambetta à la méthode Carnot. Il serait indispensable d'être prudent et d'employer l'armée de l'intérieur, comme doit être employée une armée peu nombreuse mais composée de gens d'une valeur exceptionnelle (des cadres, des techniciens, des parachutistes déjà en place...) ».

En Auvergne ce même jour, Michel Dequaire (Symétrie), adjoint du DM R 6, est chargé par ce dernier « d'apporter au Mont Mouchet un million à Robert Huguet (Prince), chef régional Maquis d'Auvergne, et de lui communiquer l'instruction n°1 ou n°2 »⁽¹⁾

À Londres, une importante conférence de planification entre le Special Force Headquarter (SFHQ) et l'État-major FFI du général Koenig.

Le 20 mai 1944, à Londres, se tient à West Court, une importante conférence de planification pour examiner le soutien et l'emploi de la Résistance française après le débarquement (2). Y participent les représentants du SFHQ, le colonel Robin Brook, le brigadier Edmund Myers, les lieutenants-colonels Bartlett, Saunders, O'Hanlon, les majors Paul Van der Stricht et Raemarkers, et ceux de l'État-major FFI du Général de Gaulle, le colonel Henri Ziegler (Vernon), chef d'État-major, le colonel Edmond Combaux, chef de la section « planning » et le commandant Pierre Lejeune, chef du 3^{ème} bureau de l'État-major FFI de Londres. Elle est présidée par le colonel Brook, chef de la division Europe occidentale de SOE. Pour ces représentants « le débarquement une fois effectué, les zones où une résistance efficace sera possible sont celles où l'ennemi ne dispose que de faibles forces... ».

Les différentes zones d'opération sont définies « selon la nature du terrain et leur position par rapport aux régions essentielles pour les opérations et les communications ennemies (...) », pour les réduits dont l'évolution peut aboutir à la constitution d'une tête de pont fermement tenue à partir de laquelle les forces aéroportées alliées pourraient opérer sur une large échelle : le Massif Central (Creuse, Puy-de-Dôme, Corrèze, Cantal) est classé en priorité n°1 en raison de son grand intérêt stratégique tant sur le plan militaire (possibilité d'intervenir dans les régions voisines) que psychologique, bien situé au centre de la France avec un faible dispositif ennemi. Il bénéficie en outre de bonnes voies de communications et de conditions de ravitaillement par air des plus favorables. Sont ensuite classés dans l'ordre de priorités suivantes : N° 2 Réduit Alpes (Savoie, Drôme, etc...) ; n° 3 Réduit du Jura ; n° 4 Réduit des Pyrénées ; n° 5 Réduit des Vosges avec une zone sous l'influence des maquis ; n° 6 Côte d'Or - Morvan « zone de grandes arrières » ; n° 7 Bretagne et n° 8 les Ardennes qui sont classées « zones de bataille » convenant à l'action de petits groupes mais pouvant évoluer vers les « grandes arrières »

Les participants pensent également qu'un certain nombre de zones correctement renforcées et ravitaillées après le débarquement pourront passer sous le contrôle des FFI et devenir aussi des réduits de l'armée de l'intérieur. Le colonel Robin Brook fait remarquer « qu'il ne semble pas envisageable que les demandes de parachutage supplémentaire puissent être suffisamment justifiées avant que la Résistance ait eu l'occasion de démontrer valablement son potentiel après le débarquement. Il est évident en conséquence que les ressources actuelles du SFHQ ne permettraient le développement que d'un nombre strictement limités de réduits. Ils sont finalement d'accord sur la stratégie à dicter à la Résistance pendant les deux premières phases du débarquement et sur ses instructions à faire parvenir aux DMR...

Au procès verbal de cette importante conférence de planification, dans une annexe jointe figure « l'état des effectifs du Massif Central à la date du 20 mai 1944 est le suivant »

(1) Rapport d'activité de « Symétrie » (*debriefing* à Londres en 1945) 3AG2/482 page 1/10. À la page 9 des remarques : « quelques erreurs de dates peuvent s'être glissées dans ce compte rendu ». Quelques historiens affirment qu'il ne peut s'agir que de l'instruction P3/249 du 31 mars 1944 ; or celle-ci était déjà entre les mains du DMR Pyramide depuis le 18 avril 1944, du 20-25 avril de l'EM régional de l'AS, et de l'officier OPS régional Évêque le 28 avril 1944.

(2) SHAT 237K2 « Planning conference to examine the support and deployment of Resistance in France after D-Day » 9 pages et observations du général Koenig sur le PV de cette conférence (2 pages). Paul Gaujac : « Les forces spéciales de la Libération » Histoire et collections quatrième trimestre 1999 pages 72-73-74-79-80. SFHQ special force headquarters (EM du SOE à Londres).

	Hommes	Armés	Potentiel
Réduit du Massif Central Creuse ; Puy-de-Dôme Corrèze - Cantal	6 000	4 000	12 000
Tarn ; Aveyron ; Lozère	2 500	1 000	5 000
Haute-Loire ; Ardèche ; Corse	3 000	1 500	5 000
Total	11 500	6 500	22 000

En résumé :

« Accord de principe sur les recommandations à faire à l'État-major de SHAEF, seul compétent pour décider. Accord sur une éventuelle fusion de service français avec les services Bückmaster et SFHQ : le colonel Ziegler (Vernon) obtient que la question soit réservée.

Analyse de la situation des différents « Réduits » et des dispositions les concernant, de l'action dans la tête de pont, de l'activité post Day derrière les lignes ennemies des « Special Forces » disponibles, des différentes limitations imposées par l'ennemi (Réduits), zone sous influence des maquis, zones de grandes arrières, zones de bataille, Paris, considération relative au ravitaillement ; valeur de la Résistance dans les Réduits, dans la zone de sabotage. Le même jour en Auvergne, le colonel Émile Coulaudon (Gaspard) dans son ordre n°1 aux chefs de départements et de son arrondissement ordonne « aux sédentaires et maquis de rejoindre l'armée de la Libération constituée au cœur de nos montagnes d'Auvergne »⁽¹⁾

Le commandement suprême des forces expéditionnaires alliées en Europe. Le SHAEF révèle enfin son plan.

C'est le lendemain 21 mai 1944 que le SHAEF révéla enfin son propre plan. Celui-ci se contentait de donner des instructions pour les opérations de sabotage des voies ferrées (plan vert), des télécommunications et des lignes souterraines à grande distance (plan violet), du système de distribution de l'énergie électrique (plan bleu) et celles liées aux déplacements routiers de la Wehrmacht (plan tortue), aux actions de guérilla (plan rouge). C'était sur un minimum de huit projets que lui avait soumis le Comité français de la Libération nationale (CFLN), le seul (celui des sabotages) qui était intégré dans la planification stratégique des alliés. Toutes les autres propositions de la France libre avaient été rejetées par l'État-major allié, notamment le plan « montagnard » qui prévoyait une action insurrectionnelle dans la région Savoie-Dauphiné visant en temps opportun, c'est-à-dire en fonction des opérations alliés, à :

- interdire à l'ennemi l'accès de ces provinces.
- l'obliger à n'utiliser dans ces régions que le couloir du Rhône et à l'y harceler, il n'était également pas question du plan « Caïman ». Par ailleurs, le SHAEF, ne fournissait aucune indication sur les lieux des débarquements. Les emplacements les plus au nord (à l'exception de Dijon et de Besançon) se situaient tous au sud de la Loire.

Le 27 mai 1944, dans l'après-midi, sont assassinés Yves Léger, chef régional opération du centre des opérations de parachutage et d'atterrissage (COPA), et son adjoint Fernand Dutour (François), par deux agents français du commandement central du SIPO-SD de Paris (BDS), (section du Dr Kley), qui seront arrêté et fusillés après interrogatoires.

Le 29 mai 1944, Henri Saby (Philippe), responsable régional du Front National région P, proteste énergiquement dans un rapport adressé à Henry Ingrand (Rouvres), chef des MUR et commissaire de la république pour R6 ; il y rappelle tout d'abord « la nécessité d'armer les

(1) Archives nationales, fonds d'archives Gilles Lévy. Le colonel Coulaudon avait rédigé le 8 mai 1944 dans le Puy-de-Dôme au lieudit « Champeyreux », commune d'Ayat-sur-Sioule, sa décision n°1 qui ordonnait 1) de recenser immédiatement les effectifs de l'AS de R6, les membres agréés définitivement dans les FFI devront recevoir l'ordre de rejoindre immédiatement le maquis au point de rassemblement que leur a été fixé... ».

milices patriotiques (CGT, FN, PC), suite aux décisions prises le 2 mai 1944 à la réunion du Comité régional de Libération, afin de mettre au point définitivement le plan MUR élargi par la conception du PCF. Il est demandé la création immédiate d'un État-major FFI conforme aux directives du CNR et groupant les représentants militaires de l'armée secrète, des FTPF et d'un conseiller militaire...

Le Front National a été particulièrement étonné d'apprendre qu'un ordre de mobilisation avait été lancé dans le Puy-de-Dôme seul au nom des FFI et ceci par l'intermédiaire des MUR :

- a) de ne pas avoir été averti par les MUR d'une telle initiative.
- b) que l'ordre de mobilisation fut décidé au nom des FFI alors que les FFI ne pouvaient exister, notre représentant n'ayant pas été consulté ... ».

Ce même jour le général Béthouart, chef d'État-major de la défense nationale, et le général Maitland Wilson, commandant suprême allié en Méditerranée, se rencontrent pour « la mise en œuvre de la Résistance française ». Le memento d'ensemble de cette réunion indique :

« 1) Le comité d'action en France a défini dans une série d'études la possibilité d'intervention de la Résistance au cours des opérations de libération menées par les alliés sous la direction du général Eisenhower. Sans apporter de modification aux plans déjà mis en place (notamment sabotages sur les moyens de communication); ces études créèrent des possibilités nouvelles (actions de grandes guérillas à déclencher dans certaines régions au moment favorable) et recommandent surtout d'adapter les actions de la résistance française au rythme prévu par les opérations alliées.

2) Les plans de sabotages actuellement prêts à jouer dans l'ensemble de la France (plan vert en particulier) portent essentiellement sur des actions de neutralisation légère sur les voies ferrées (coupures de rails, aiguillages, transmissions, signalisation) avec effort dans certaines zones fixées a priori, déclenchées par région sur messages convenus avec la BBC et entretenues seul ou pour une durée de quinze jours.

3) « Les grandes guérillas » peuvent être envisagées dans les régions offrant des refuges naturels, peu occupés par l'ennemi où les subsistances n'offrent pas trop de difficultés. En dehors de ces régions on ne peut compter sauf exception que sur les sédentaires.

Ces actions seraient déclenchées si possible simultanément au moment où les armées alliées, une fois leur tête de pont établie sur la Manche, déclencheront leurs actions décisives dans le nord de la France (quelle que soit alors la situation du moment sur le littoral français de la Méditerranée). Il semblerait sage en tout cas de ne pas déclencher les actions au moment même des premiers débarquements.

4) En fait la France peut se décomposer en trois parties :

- Zone nord dans laquelle en principe seules seront possibles des actions de sabotage.
- Zone sud-ouest-centre dans laquelle les grandes guérillas peuvent être un jour capables de sérieux développements (régions 4-5 et 6).
- Zone sud-sud-ouest qui offre des possibilités intéressantes entre à la fois sabotages (couloirs du Rhône, Nîmes, Alès, Carcassonne, Toulouse) et de grandes guérillas (région 1)

En ce qui concerne la zone sud, le général Wilson est il d'accord avec les grandes lignes du plan suivant :

« Effort n°1 : axe Sisteron, Grenoble, Bellegarde, Limousin, Cantal, Puy-de-Dôme. »⁽¹⁾

Le 30 mai 1944, dans une directive d'ensemble aux commandants des groupements ORA, le général Revers, chef de l'ORA, désigne des chefs militaires de ce mouvement pour commander chacune des zones d'opérations envisagées et il ajoute : « j'en ai fait informer Londres par le délégué militaire national à savoir :

- Massif Central : général d'Anselme (Michel) avec lequel je me tiens actuellement

(1) AN 3AG245 dossier 2 État-major de la défense nationale, Alger le 26 mai 1944, memento de 5 pages concernant l'entrevue le 29 mai 1944 du général Béthouart et le général Wilson au sujet de la mise en œuvre de la Résistance française.

- Pyrénées : colonel Pfister (Marie)
- Alpes : colonel Zeller (Joseph)
- Morvan : colonel Bertrand (Dupin)
- Jura : commandement confié dès maintenant par le Comac au colonel Pfister ⁽¹⁾.

La veille du débarquement, tous les plans approuvés par le général Koenig étaient parvenus en R6 en microphotographies avec des ordres précis d'exécution et des conseils techniques ⁽²⁾

Le 1^{er} juin, la BBC passe le message d'alerte destiné à R6 : « Le coup d'envoi est à 15 heures ». Ce même jour Henry Ingrand, le chef des MUR, « exprime son étonnement de la teneur de la lettre du 29 mai du Front National Régional » ; il revient sur l'unanimité manifestée au cours de la réunion du Comité régional de Libération du 2 mai : « sans les restrictions qui sont mentionnées après coup », précisant que c'est bien involontairement que les contacts prévus n'ont pu se réaliser. En effet, le plus grand désir de Gaspard est certainement d'avoir le représentant des FTPF à ses côtés et il ajoute que « le plan Mur est en fait le plan de l'État-major interallié, vous pourrez le constater grâce aux documents que j'ai en ma possession » ; le temps presse, la Résistance d'Auvergne est à la pointe du combat ; « il serait navrant alors que notre idéal est commun que certains camarades ne participent pas à l'action générale ... » ⁽³⁾.

Un câble de Londres au DMR6 reçu ce jour lui indique qu'Alger va lui envoyer un radio permettant de communiquer avec l'AFN au cas où des opérations auraient lieu d'Alger sur le Cantal. Nous indiquer terrain et si vous êtes prêt à le recevoir ».

Le 2 juin, un bataillon de l'ost légion (Azerbaïdjanais) venant de Mende (Lozère) attaque à Paulhac (Haute-Loire), par le flanc sud, le réduit du Mont Mouchet, dans l'intention d'en déterminer les contours et l'importance. Il est vivement repoussé par une contre-attaque et obligé de se retirer. Le 3 juin, les responsables du SFHQ (quartier général des forces spéciales alliées), en contradiction avec les directives approuvées par le SHAEF et également avec les conclusions adoptées en commun le 20 mai 1944 lors de la réunion de planification, proposent au général Eisenhower et obtiennent de ce dernier la consigne de faire diffuser les messages d'action lancés par la BBC la veille du débarquement à l'adresse de toutes les formations de la Résistance, à tous les réseaux « actions » sur l'ensemble du territoire français, y compris les ordres de déclenchement d'action généralisée. Il s'agissait d'après eux de semer la confusion dans les États-majors allemands.

(1) Directives d'action du général Revers chef de l'ORA aux commandants régions ORA du 19 mai 1944 ; archives SHAT du général Revers et de l'ORA ; un câble de Londres du 25 juin 1944 adressé à Henry Ingrand, chef MUR R6, lui indique « Alger me fait savoir que Sinus (Revers) serait dans l'Aveyron et aurait nommé cinq membres de l'ORA pour commander les Alpes, le Massif Central, les Pyrénées, le Morvan et le Jura. Sinus soutient que seul l'ORA est qualifié pour s'occuper des opérations militaires tandis que les FFI seraient chargées de l'action politique. Quelle que soit leur origine, je confirme que tous les éléments combattants sont placés sous mon commandement depuis le 6 juin ; de même les anciennes organisations anglaises (Bückmaster, War office) sont également sous mes ordres. Les FFI font partie de l'armée française, les FTP, l'ORA ou les MUR ne font pas exceptions à cette règle. Les chefs militaires régionaux ne peuvent tenir leur autorité que de moi sur proposition transmise par le délégué général Quartus ou par le délégué militaire national suivant les règles qui sont toujours en vigueur. » AN Archives Henry Ingrand 72AJ521.

(2) Entre le 16 avril et le 30 mai 1944 étaient parvenus au DMR6 le plan « vert » 16 avril 1944 ; le plan « bleu » 16 avril 1944. Les phrases conventionnelles et les messages d'alerte et d'exécution le 20 avril 1944. L'instruction P3/249 du 31 mars 1944 concernant « l'action militaire de la Résistance française » entre le 18 et le 20 avril 1944 ; le plan « violet » le 1^{er} mai 1944 ; le plan « tortue » devenu Bibendum le 5 mai 1944 ; le plan « guérilla » le 10 mai 1944. Un câble du 5 mai : « le général Koenig vous enverra vos ordres et directives ; plan d'emploi des FFI, mesures exécutives, ordre d'attaque, n'acceptez que les ordres signés Koenig ». Des instructions importantes du général Koenig (cable du 11 mai 1944) pour le jour « J ».

(3) Henry Ingrand : « La libération de l'Auvergne », Hachette 1974 pages 64-70 et AN 72AJ521, fonds Henry Ingrand.

Le 4 juin un câble de Londres au DMR6 lui indique que le « plan vert et ses annexes doivent être exécutés en priorité à toutes les autres missions ». Dans l'après-midi, le général Colin Gubbins et le brigadier général Mockle Ferryman du SOE, assistés du colonel David Bruce, de l'OSS, se rendent auprès du général Koenig ; ils lui indiquent que « pour semer au maximum le trouble chez l'ennemi, ils feront passer à la BBC tous messages d'exécution et non plus seulement ceux prévus aux organisations de la zone de débarquement et à certains groupements de maquis mobilisateurs de la zone sud, comme il en avait décidé »⁽¹⁾.

Le 5 juin 1944, à 21 heures 15, pendant seize minutes, les 210 messages d'exécution passent à la BBC ; l'ordre est donné dans les douze régions militaires de l'État-major FFI du général Koenig et aux 51 réseaux « action » ou organisations sous contrôle britannique d'appliquer d'urgence tous les plans (vert, violet, rouge, et tortue).

Le 6 juin 1944, débarquement sur les côtes normandes. À 17h30 le Général de Gaulle s'adresse à la Nation : « La bataille suprême est engagée. Après tant de combats, de fureur, de douleur voici venu le choc décisif, le choc tant espéré ; bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France... Pour les fils de France où qu'ils vivent, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent, de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré (...) Cette bataille, la France va la mener avec fureur (...) Durant le nuage si lourd de notre sang et de nos larmes, voici que reparaît le soleil de notre grandeur... »

Les messages d'action ont un double effet. D'une part dans la nuit du 5 ou 6 juin des groupes de maquis ont mis en exécution les plans de sabotage en plusieurs points du territoire occupant même des villes pour perturber la Wehrmacht et ses renforts mais contre toute attente de l'État-major allemand, le groupement « Auvergne » du Massif Central n'entreprend aucune action importante, à part l'exécution des plans vert, violet, tortue.⁽²⁾

Le 7 juin 1944, le colonel Mondange, chef militaire du réduit de la Truyère, dans une lettre au colonel Coulaudon (Gaspard), écrit : « J'ai touché ce matin un capitaine américain d'une division parachutiste. Il est venu à toutes fins utiles pour le cas où sa division débarquerait dans le secteur ; sa présence prouve donc que le commandement envisage sérieusement un débarquement aérien d'une division par ici... ».

Le même jour le DM R6 apprend que l'État-major principal de liaison 588 de Clermont-Ferrand envisage une action contre le réduit du Mont-Mouchet. Aussi Symétrie part de Clermont-Ferrand en liaison à Neussargues, Moulergues, le Mont Mouchet, porteur des consignes du DMR.

« 1) ordre à Africain de rester dans la région de Neussargues et de s'y camoufler.

2) ordre à Député (officier OPS) de quitter Moulergues et de regagner la région de Clermont-Ferrand.

3) conseil à Vecteur de suivre Député.

4) conseil à Prince de ne pas prendre contact avec l'ennemi et de faire éclater le Réduit du Mont Mouchet. »

Du 10 au 14 juin 1944, trois groupements tactiques de la Wehrmacht aux ordres du général Kurt Jesser attaquent sur trois axes le réduit du Mont Mouchet.

(1) Il avait été envisagé que lors de l'opération « Overlord » seules les régions ABM, R4, R5, et R6 recevraient par la BBC les messages d'alerte et d'exécution et que les autres régions R1, R2, R3, C, D, P seraient prévenues seulement de l'opération « Anvil » ou « Dragoon » (débarquement en Provence).

(2) Le 5 juin 1944, le comité d'action en France (Comidac) d'Alger, dans une note destinée aux DMR écrit « Le comité d'action en France peut être amené prochainement à prendre des décisions importantes concernant la mise en œuvre de la Résistance dans certaines régions de la Métropole. Ces décisions ne pourront être raisonnablement prises sur la base de renseignements de très fraîche date (quelques jours, sinon quelques heures, d'une part sur l'ennemi, et d'autre part sur la Résistance, dans les départements inclus dans les régions précitées, sont par urgence les suivants : a) Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, Haute-Vienne,..... b) ... Haute-Loire... ».

À partir de Saint-Flour, Clavières, Paulhac, avec le groupement du major ENSS de Brioude-Langeac-Pinols avec le groupement du colonel Abel, commandant le 100^{ème} régiment motorisé de sécurité ; du Puy-en-Velay - Monistrol d'Allier avec celui du capitaine Coelle, commandant la légion « Volga-Tartare ».

Dans la matinée du 11 juin un câble de Londres parvient à la mission « Benjoin » : P 68-10 juin 1944, « ordre du général Koenig, freiner au maximum les activités Guérillas, impossible actuellement vous ravitailler en armes et en munitions en quantité suffisante, rompre partout contact dans la mesure du possible, pour permettre phase de réorganisation, évitez gros rassemblements, constituez petits groupes isolés. » Après des combats acharnés l'évacuation du réduit est organisée dans la nuit du 11 au 12 juin, les unités parviennent à forcer le dispositif ennemi et à gagner dans un premier temps le réduit de la Truyère au sud-ouest, distant de quarante kilomètres, afin de se réorganiser. Le 16 juin nouveau câble du général Koenig : « évitez le rassemblement autour des forces désarmées de tous les éléments qui ne sont pas éparpillés par petits groupes non armés, ceux qui vous ont rejoints et ne peuvent regagner leur domicile, garder la liaison avec tous afin de pouvoir les rassembler en temps voulu » : une reconnaissance aérienne et un ordre de réquisition trouvé par un commando de la SIPO-SD mis à la disposition des unités de la Wehrmacht lors de l'attaque du Mont Mouchet permet à l'État-major du général Jesser commandant l'opération d'apprendre « l'existence d'un second grand réduit qui s'est implanté dans la vallée de la Truyère ou s'étaient rendus les unités du Mont Mouchet»⁽¹⁾

Les 20-21-22 juin 1944, attaque de la Wehrmacht contre le réduit de la Truyère, qui après des combats acharnés est investi par les allemands⁽²⁾.

Le 22 juin 1944 opération alliée « Zébra », l'État-major allié envisage un important parachutage de jour sur le terrain Veilleuse du réduit de la Truyère et au groupe de résistance du barrage de l'Aigle (terrain Serrurier) par des forteresses volantes de la 8^{ème} division de bombardiers de la 8^{ème} USA Air Force. Les archives de la 8^{ème} USA Air Force mentionnent que l'opération sur ces deux terrains a du être annulée, celui de la Truyère en raison d'une sévère attaque de la Wehrmacht ce jour-là, ceci après que des dispositions nécessaires pour la réception du matériel et les contacts radio aient déjà été pris. Quant au barrage de l'Aigle, aucune réponse n'était parvenue au message précisant les instructions nécessaires pour la conduite de l'opération⁽³⁾.

Le 30 juin 1944, après le décrochage des Unités du Réduit de la Truyère, le rythme rapide des opérations de Normandie, l'éclatement des unités incitent les responsables régionaux de l'AS à abandonner, comme le demandait le câble du général Koenig du 10 juin, la conception de Londres des réduits mobilisateurs pour des petites unités insaisissables chargées d'interdire à la Wehrmacht routes et voies ferrées et de l'user en le harcelant, aussi l'État-major régional diffuse ce 30 juin de nouveaux ordres montrant ainsi sa volonté de continuer la lutte,

(1) Rapport d'évènement n° 153 du 30 juillet 1944 au commandant de la police de sûreté et du SD de Vichy IV Aa HDRG/M.

(2) Pour les combats du Mont Mouchet et du réduit de la Truyère : « À nous Auvergne ! », Gilles Lévy, Francis Cordet, Presses de la Cité 1974.

(3) Rapport du général William Donovan, chef de l'Office of strategic services (OSS) ; archives nationales 72 AJ 83 à 86.

reprenant ainsi une étude du colonel Mondange, adressée à la demande du colonel Gaspard en mai 1943, sur « la tactique à employer par la Résistance », il est décidé de créer dans la région 6, 30 zones de guérillas.⁽¹⁾

Le second plan Caïman

Une fois la tête de pont solidement établie en Normandie et les remarquables résultats obtenus dès le 6 juin 1944 par l'action des Forces Françaises de l'intérieur (FFI)⁽²⁾, le général Eisenhower relance l'idée du plan « Anvil » devenu Dragoon le 1^{er} juillet 1944, un deuxième débarquement dans le sud-est de la France. Il écrit au général Maitland Wilson, commandant suprême en Méditerranée, « En débarquant dans le sud de la France (...) nous pourrions récolter le fruit de l'action de la Résistance française dont les résultats dépassent nos espérances et qui est particulièrement forte dans le sud... »⁽³⁾. Ayant trouvé le plan « Caïman » original, mais pour lui cependant non satisfaisant, d'où son rejet par le SHAEF, Eisenhower demande début juin à l'État-major des FFI du général Koenig la rédaction d'une version modifiée de ce plan, c'est-à-dire mieux adaptée à la stratégie globale des alliés.

Dans la deuxième quinzaine de juin, à Alger (colonel Billotte, Jacques Soustelle) et à Londres (colonel Armand Sémidei), est établi un nouveau plan « Caïman ou C ». Il ne s'intéressera plus au réduit des Alpes mais se concentrera uniquement sur le Massif Central (la Haute Corrèze et la Haute Auvergne, (Ussel-Mauriac). Une nouvelle note est soumise au SHAEF⁽⁴⁾ sur les possibilités d'un développement important qui pourrait être donné à l'action de la Résistance française. Ce développement de l'action aurait pour théâtre le Massif Central. « Depuis le jour J la Résistance française s'est révélée dans cette zone par des actions qui se sont produites dans trois régions principales :

- 1) l'Indre
- 2) la Haute-Vienne et la Dordogne
- 3) le Cantal.

Il est à présumer que l'ennemi n'aura ni le loisir ni les moyens d'entreprendre dans ces trois régions des actions de répression de grande envergure. Le terrain en effet y est montagneux, sauf dans l'Indre, mais cette dernière région offre des facilités de repli vers des pays de montagnes. Si les F.F.I. reçoivent un armement suffisant par la voie des airs, il est probable que l'ennemi, pour les réduire complètement et rapidement, serait dans l'obligation de mettre en œuvre des moyens trop importants pour qu'il puisse les détourner de leur objectif principal qui est la bataille contre l'invasion.

(1) Il prescrivait dans cette étude la création de 30 zones de guérilla de 150 hommes, dont des groupes volants de 30 à 50 hommes au maximum, que l'infériorité en armement des unités de la Résistance par rapport aux troupes régulières exigeait le respect d'une règle tactique simple, rompre le combat avant d'être abordé, soit quatre cents mètres de distance, ce qui impliquait la recherche d'emplacements de combat multiples et faciles à évacuer. La guérilla était la seule tactique à adopter avec un armement aussi léger que celui détenu par les FFI.

(2) Rapport sur l'activité des FFI depuis le jour « J » n° S/296/FFI/3C du 3^{ème} bureau de l'État-major FFI du général Koenig du 16 juin 1944. AN 3AG2 474.

(3) Le général Eisenhower avait été très impressionné par l'intervention du 4^{ème} bataillon des parachutistes français SAS du colonel Bourgoïn aux côtés des FFI bretons ; aussi était-il tenté de renouveler l'opération sur une plus grande échelle dans le Massif Central. Il informe Koenig qu'il y était favorable, mais que dans la mesure où elle toucherait de près le plan « Anvil »

(4) AN 3AG2 457 dossier plan « Caïman », étude des conditions d'exécution du plan Caïman, 7 pages

Il n'est donc pas téméraire de penser que les patriotes, toujours naturellement dans l'hypothèse où ils seraient convenablement pourvus d'armes, pourront étendre les régions qu'ils contrôlent actuellement jusqu'à obtenir la réunion de ces régions en une seule de grande étendue.

À partir de ce moment la réalisation du projet indiqué ci-dessous deviendra possible.

Pour entreprendre des actions stratégiques de grande envergure, il manque aux troupes de l'intérieur :

- 1) un commandement adéquat, ayant connaissance des plans généraux des Alliés, afin de pouvoir conformer sa manœuvre à la leur,
- 2) l'encadrement nécessaire,
- 3) des armes lourdes,
- 4) des transmissions réunissant entre eux les différents échelons de commandement sur place.

Par contre les F.F.I. offrent comme contribution :

- 1) une base de départ, sorte de tête de pont intérieure,
- 2) des effectifs et des armes légères qui leur ont été fournies.

Le problème consiste donc à fournir aux F.F.I. les quatre éléments ci-dessus indiqués, afin de les rendre aptes à fournir une participation importante à la Bataille de France.

Le plan ci-dessous a été conçu et est soumis à l'approbation du SFAEF :

1) Envoyer dans le Massif Central plusieurs équipes Jedburgh dont la mission consistera à orienter les F.F.I. vers la prise de possession, par leurs propres moyens (c'est-à-dire sans autre appui extérieur que les équipes des Jedburgh et la fourniture d'armes légères) d'un territoire étendu dans le Massif Central, comprenant au moins un aéroport.

2) Envoyer ensuite un premier échelon de commandement ayant pour mission de mettre en rapport les différents groupes F.F.I. et d'établir entre eux les liaisons indispensables par des moyens radio.

3) Envoyer un second échelon de commandement et six bataillons de troupes aéroportées, accompagnées d'armement lourd.

4) Convertir ces six bataillons en six régiments par intégration des éléments F.F.I. pris sur place (ou, en d'autres termes, encadrer les F.F.I. avec les éléments des six bataillons),

5) Remplir la mission définie par le SHAEF (coupure de la vallée du Rhône, coupure du couloir de Carcassonne, action vers le Nord, etc.).

Les notes ci-annexées ont pour objet de traiter les questions suivantes :

- 1) estimation des besoins en avions et en armement lourd,
- 2) avant projet de transmissions. »

À partir du 16 juin 1944 le nouveau plan « Caïman » passe dans sa phase active. À Londres, le colonel Sémidei (Servais) est nommé par le Général de Gaulle pour préparer l'opération en liaison avec le commandement supérieur des forces françaises en Grande-Bretagne et les services du BCRAL. À cet effet, il constitue un État-major composé de civils et de militaires ; pour la partie civile : Étienne Burin des Rozières, Claude Boisgelin, Mourrier, Torris, madame Aubert ; pour la partie militaire : le colonel Armand Sémidei, le lieutenant-colonel Edmond Combaux, le chef de bataillon FO Miksche, le capitaine Lucien Galimand.

Le 27 juin 1944, un câble n° 32 du colonel Sémidei à Soustelle et Billotte leur indique « Primo, après examen situation R5 et R6 – stop - préférable, je dis préférable ne pas associer Revers et son représentant à Alger Blanchet ⁽¹⁾ au plan « Caïman » - stop - d'une façon plus générale, une certaine prudence s'impose – Un télégramme de Passy à Soustelle en précise les raisons – stop - principe plan « Caïman » pour Massif Central admis, les directives préliminaires pour exécution seront prêtes le 30 juin »

(1) commandant Pierre Brissac

Le 1^{er} juillet, Jacques Soustelle, secrétaire du Comité d'action en France (Comidac) adresse au Général de Gaulle la note suivante : « Nous venons de recevoir de l'État-major FFI de Londres un télégramme du 29 juin nous informant que le principe du plan Caïman pour le Massif Central a été admis par le SHAEF et que les directives préliminaires étaient prêtes à la date du 30 juin ».

Aussi le même jour le second plan « Caïman » était adopté par le Comidac d'Alger. Le chef du gouvernement provisoire de la République française (GPRF) comprenant qu'il n'y a pas une minute à perdre, car les Alliés s'appêtent à lancer l'opération « Anvil » ou « Dragoon », va prendre une importante décision le 2 juillet 1944, sous le n° SGG/928.

« 1) En application des décisions du comité d'action en France, le colonel Billotte est chargé de préparer l'opération dite opération « C » destinée à la création d'un front intérieur en territoire métropolitain.

2) À cet effet, le colonel Billotte est assisté

a) d'un adjoint chargé des rapports avec les autorités civiles, Jacques Soustelle

b) d'un État-major opérations

c) d'un État-major, commandement territorial ; ces deux États-majors seront constitués immédiatement par le commissaire à la guerre.

3) Il sera constitué une force C placée sous le commandement du colonel Billotte et comprenant essentiellement :

- des unités parachutistes ou aéroportées françaises ou alliées

- des unités des forces françaises de l'intérieure

- des éléments des forces aériennes dont la composition sera précisée ultérieurement.

4) Le colonel Billotte proposera au Général de Gaulle, chef des armées, toute décision ou mesure utile en vue de la réalisation de cette opération... »

Controverse avec les alliés

Début juillet 1944, le Général de Gaulle, devant se rendre aux États-Unis pour rencontrer le président Roosevelt, fait adresser une copie du nouveau plan « Caïman » au général Maitland Wilson, commandant en chef en Méditerranée, et une copie au général Marshall, chef de l'État-major général de l'armée américaine. Ce dernier lui répondit : « Je suis très favorable à une telle opération mais trop éloigné de son théâtre pour avoir une idée précise de ses détails. Considérant que l'opération « C » ne rentrait pas dans le cadre d'Anvil, Marshall ajoute : « Une modification du plan pourrait bien contribuer activement à l'effet explosif et au succès du débarquement « Anvil » ainsi qu'à une progression rapide et immédiate. À défaut j'envisage la possibilité de prendre un port de la côte Basque »⁽¹⁾

Sous réserve de l'accord du général Wilson, le commandant suprême en Méditerranée Eisenhower souhaitait tenir une réunion consacrée à l'opération « Caïman » le 20 juillet 1944 à Alger.

Dans le même temps, il en informe le général Marshall : « Nous envisageons d'apporter au maquis une importante assistance aérienne pour le transport et la livraison de matériel afin qu'il contribue au succès d'Anvil.

J'ai donné mon accord de principe pour que les troupes françaises des SAS (*Special Air Service*) ainsi que des autres unités spéciales de parachutistes renforcent et encadrent le maquis. Cette forme de soutien s'est avérée remarquablement efficace en Bretagne... »⁽²⁾

(1) National Archives SHAEF OPD 381 TS, mémos du 8 juillet au 5 août 1944

(2) Papers of Eisenhower III page 1992 ANVIL (nom de code du débarquement dans le sud-est de la France ; plus tard, le 1^{er} juillet 1944, elle sera rebaptisée « Dragoon »).

Le 13 juillet 1944, le colonel Sémidei (Servais) annonce dans un télégramme à Jacques Soustelle et au colonel Billotte qu'il « n'y a jamais eu d'acceptation formelle et définitive du nouveau plan « Caïman » par le SHAEF. Seule a été donnée l'indication que le principe en était acceptable et qu'une étude détaillée et chiffrée pourrait être faite...Le général Koenig n'est pas en mesure actuellement d'imposer au SHAEF l'adoption et l'exécution du nouveau plan « Caïman » car l'expérience de son commandement au sein du SHAEF est en fait soumise à l'approbation occulte de l'organisme Haskell-Ferryman des *Special Forces* qui a un point de vue restrictif que je qualifierai plus SOE que militaire ... »⁽¹⁾. Ce même jour, sommé par le général Marshall de donner leur avis en même temps qu'Eisenhower le général Wilson et son adjoint le général américain Devers montrent leur hostilité au plan « Caïman ».

Le lendemain une lettre du Général de Gaulle au général Maitland Wilson, le commandant suprême du théâtre d'opérations méditerranéen insiste sur la grande importance qu'il attache à l'exécution de l'opération « C » sur le Massif Central entre les deux débarquements nord et sud par les forces alliées, et entraînant « d'importantes conséquences au point de vue national et moral en France ».

À Caserte, en Italie, le 15 juillet 1944, le haut commandement en Méditerranée réunit des représentants de l'État-major combiné sous la présidence du général Wilson dans le but d'accepter ou rejeter le projet de l'opération française « Caïman » ou « C » à exécuter en France par une force française.

Aucun représentant français n'assiste à cette réunion, pas même le colonel Billotte qui doit la diriger, mais ce dernier parvient tout de même à y assister. Le chef de la « planning section » de l'AFHQ expose les motifs de leur opposition à ce projet : « aucun intérêt stratégique et tactique, prélèvement constituant une gêne appréciable de sept mille cinq cents hommes sur Anvil, difficultés pour les transports aériens depuis Rome par suite de manque d'avions de transports C47 et de *gliders* (planeurs), impossibilité de distraire de l'aviation de chasse dont la totalité est indispensable à Anvil, etc... » Le chef de la *planning section* recommande une opération plus modeste et dans une autre région : jeter vers J+3 le régiment de parachutistes français dans les Alpes du Dauphiné pour entraîner les partisans et descendre sur les arrières ennemis à la rencontre d'Anvil⁽²⁾.

Finalement le général Wilson accepte d'avoir une entrevue avec le Général de Gaulle à Alger « dans les jours qui viennent » pour « trancher définitivement la question ». En fait, Wilson adresse au Général de Gaulle le 16 juillet une lettre où il expose les mêmes objections que celles développées à la réunion de Caserte.

Le plan Caïman ou C est définitivement abandonné

Le 20 juillet 1944 à Alger, rencontre du Général de Gaulle et de Wilson, assistés des généraux Béthouart et Gammel, des colonels Billotte, de Rancourt et Higgins, dans le but de fixer la forme définitive de l'opération « Caïman » ou « C ». Les décisions prises sont toutes conditionnelles. Le commandement suprême allié est d'accord pour que l'opération « Caïman » ou « C » soit entreprise mais seulement avec des troupes ne figurant pas sur la « troop list » d'Anvil, seulement après la prise de Toulon et Marseille, après que deux divisions blindées françaises auront été débarquées et enfin si le général Eisenhower accorde les moyens aériens nécessaires.

(1) Télégramme n° 6029/M du BCRAL en date du 13 juillet 1944 AN3AG2 457 dossier 3 « plan Caïman »

(2) R Mathis : « La force C », Revue historique de l'armée pages 75-90. Général P. Billotte : « Le temps des armes », Plon 1972. P. Billotte : « Qui a abandonné les maquisards d'Auvergne ? L'opération Caïman n'aura pas lieu », Revue Historama n° 262 septembre 1973

La divergence est nette au sujet de l'importance de l'opération. Pour le Général de Gaulle, il s'agit de l'offensive stratégique centre au même titre que l'offensive stratégique nord (Overlord) ou que l'offensive stratégique sud (Anvil) ; pour Wilson « Caïman » ou « C » n'est qu'une opération secondaire, une annexe d'« Anvil », c'est à peu près tout ce qui est précisé au sujet de « Caïman » dans cette rencontre le 20 juillet ⁽¹⁾.

Après celle-ci, le Général de Gaulle comprend que le plan français en tant que partie intégrante ne pouvait être mis en œuvre. Il tente malgré tout de sauver la situation en écrivant personnellement au général Wilson le 27 juillet 1944. Il fait ressortir dans cette lettre « l'aide importante apportée au débarquement de Normandie par les FFI et signale en particulier que les maquis bretons, actifs et à peu près maîtres de la Bretagne, vont permettre aux alliés un débordement rapide par le sud du front Normand. Pourquoi ne pas créer une situation semblable dans le Massif Central et ainsi « permettre aux armées alliées de devancer l'ennemi sur la Loire, d'Orléans à Roanne, dernière ligne sur laquelle celui-ci puisse tenter de se rétablir dans le cœur de la France ».

Cette ultime tentative reste sans effet. L'opération « Caïman » est encore repoussée par les alliés à une date si imprécise, assortie de telles conditions et de telles variantes, que ce n'était en réalité qu'un prétexte pour la repousser définitivement.

En réalité, l'opération « Caïman » fut rejetée par les alliés en partie pour des moyens logistiques (manque d'avions de transport C47, de planeurs, impossibilité de distraire l'aviation alliée qui devait assurer à la fois la couverture de l'opération « Anvil » et les treize cents sorties quotidiennes sur le centre de la France qu'exigeait le plan « Caïman »).

La section « planification » du grand quartier des forces alliées du théâtre méditerranéen (AFHQ) avait une conception militaire classique des opérations (artillerie-chars, soutien aérien et logistique) : la stratégie américaine était celle de la sursaturation, elle manquait de confiance dans les forces françaises de l'intérieur (FFI) et considérait d'un œil suspect la guérilla et les sabotages. Pour elle, le plan « Caïman » était jugé trop audacieux, peu orthodoxe et irréalisable, monté par des partisans et commandé par un chef bien jeune et d'un grade insuffisant pour commander une telle opération.

Mais si « Caïman » fut rejeté faute de moyens logistiques, il le fut plus encore pour des raisons politiques, non pas dans le choix du Massif Central comme siège éventuel du gouvernement provisoire de la République française, mais dans la reconnaissance du Général de Gaulle et l'exclusion de la France libre de la préparation d'« Overlord » (débarquement de Normandie). Le rejet de « Caïman » peut en dernière analyse être considéré comme une manifestation de la politique à courte vue du président Roosevelt qui refusait d'accorder une place appropriée au gouvernement provisoire de la République française ⁽²⁾.

Si le groupe « Auvergne » du réduit du Massif Central ne fut pas la tête de pont offerte par l'opération « Caïman » qui aurait permis de jouer également un rôle important dans « l'insurrection nationale » malgré les efforts et l'insistance du Général de Gaulle auprès de nos alliés, si ce dessein grandiose qui aurait mis en valeur l'aide apportée par la Résistance française à la cause des alliés et qui aurait donné surtout le prestige d'une opération de libération autonome française ne s'accomplit pas, il n'en demeure pas moins que les grandes

(1) Capitaine R. Mathis : « Résistance 1944 ; Entre débarquement de Normandie et de Provence ; une force française était prévue, la force « C ». Revue historique de l'armée 1961/2 pages 75-90.

(2) Capitaine R. Mathis : « La force « C » Revue historique de l'armée 1961/2 pages 75-90. Arthur L. Funk « De Gaulle, Eisenhower, et la Résistance en 1944 ». Revue Espoir pages 23-27. Pierre Billotte : « Les chemins de l'aventure, le temps des armes », Plon 1972. National archives SHAEF PO 381 TS, mémos du 8 juillet au 5 août 1944, lettre du général Marshall au général Saint-Didier 7 août 1944. National archives SHAEF ODD 391 TS.

lignes du deuxième plan « Caïman », excepté le parachutage envisagé d'une division aéroportée française dans le Massif Central, ont été respectées, mais aussi que le terrible et héroïque sacrifice consenti par ses glorieux combattants et la population auvergnate et limousine ont une portée considérable tant à l'instant où il fut consenti que pour l'avenir.

Il est bien évident que le printemps et l'été 1944 furent d'une importance décisive dans la bataille qui devait aboutir à la libération totale du Massif central par les seuls FFI de R5 et R6. Aussi le 5 juin 1959, au Mont Mouchet, haut lieu de la Résistance d'Auvergne, au pied du monument national aux maquis et à la Résistance française, après avoir traversé les villages martyrs et au milieu d'une foule considérable et recueillie, le Général de Gaulle pouvait déclarer : « **Il s'est passé ici un épisode trop méconnu mais très héroïque de la Résistance. J'ai tenu à venir rendre hommage à la mémoire de ceux qui sont tombés sur ce haut lieu de notre patrie et à saluer les anciens qui ont combattu ici sur les ordres du colonel Gaspard** ».

Gilles Lévy